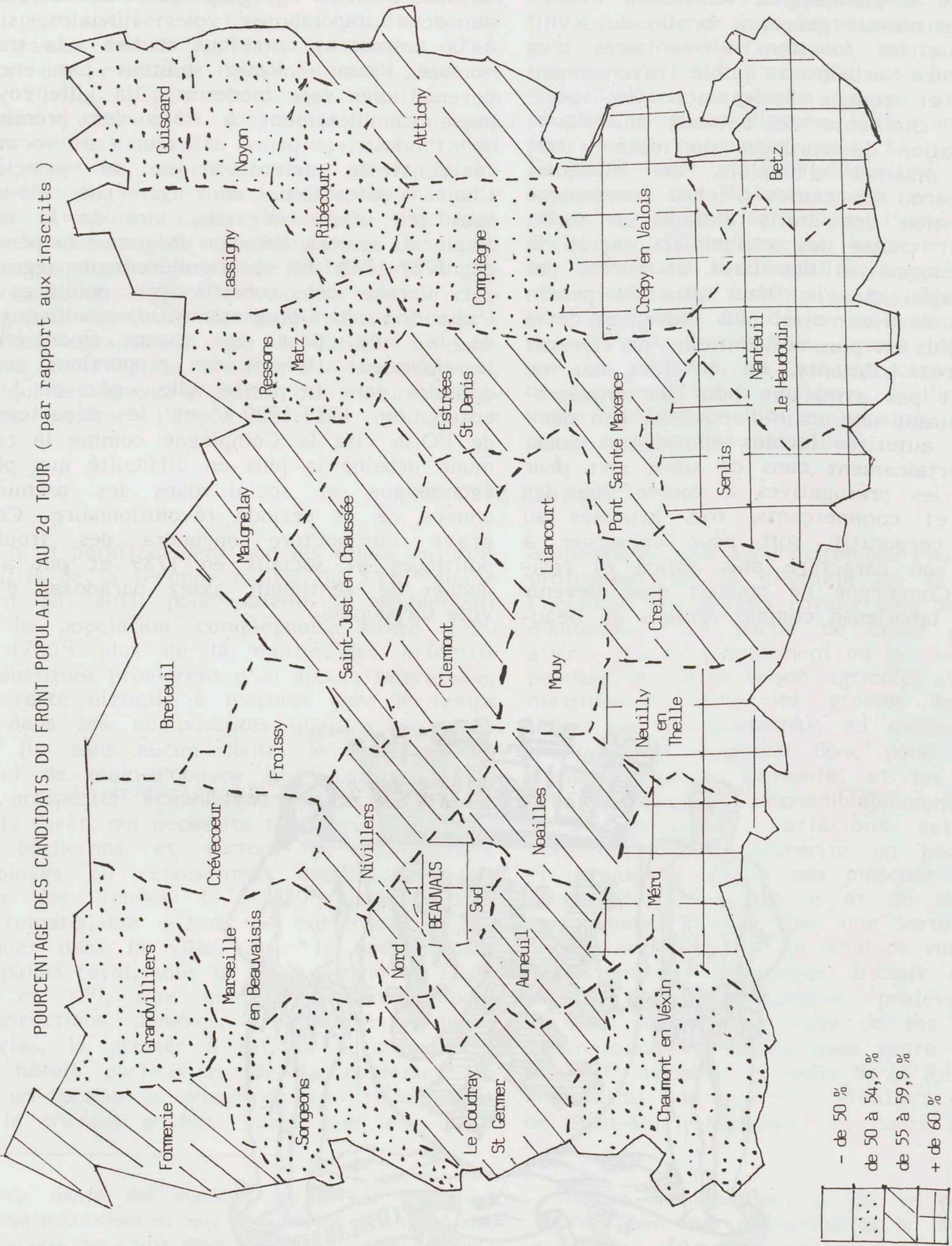


POURCENTAGE DES CANDIDATS DU FRONT POPULAIRE AU 2d TOUR ( par rapport aux inscrits )



# Le front populaire dans l'Oise

## 2ème partie

1936-1938

Jean Pierre BESSE

Dans l'article paru dans le dernier numéro des A.H.C., j'ai brossé un tableau de la situation économique et politique du département de l'Oise au début des années 30 afin de mieux appréhender le cadre dans lequel allait se dérouler le Front Populaire dans ce département. Le présent article embrasse la période 1936-1938. Aux victoires et aux espoirs de 1936 succède le doute en 1937, l'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 porte le coup fatal au Front Populaire déjà moribond depuis plusieurs mois. Pour expliquer l'enlèvement et la défaite du Rassemblement Populaire, l'historien Guy BOURDE avance trois arguments (1) :

"En premier lieu, cette union de la gauche souffre d'une faiblesse congénitale. Le pacte électoral n'a pas la même signification pour les divers partenaires... En second lieu, le Rassemblement populaire est victime de l'incohérence de sa politique économique..."

En troisième lieu, le Front Populaire vit constamment sous la menace d'une guerre. Dès l'origine, le péril extérieur pèse sur l'évolution intérieure". (2)

On ne peut que partager ce jugement, j'y ajouterai la contre-offensive de la classe possédante qui utilise toutes les armes dont elle dispose (fuite des capitaux, refus de investissements, critiques des journaux, interventions des parlementaires) et qui sait exploiter à merveille les moindres erreurs de ses adversaires.

Chemin faisant nous rencontrerons tous ces éléments plus ou moins sensibles et plus ou moins essentiels dans le cadre départemental.

(1) Guy BOURDE : La défaite du Front Populaire ; éditions Maspéro, 1977.

(2) Guy BOURDE, op. cité, pages 9 et 10.

(3) Jules UHRY meurt quelques jours plus tard le 13

### 1936 : L'espoir

La campagne électorale pour les élections législatives de 1936 est lancée assez tôt ce qui à l'époque est inhabituel mais montre bien l'importance que les partis politiques accordent à ce scrutin.

L'idée lancée, en janvier, par BIONDI d'une candidature unique des partis du Front Populaire dès le premier tour ne reçoit aucun écho favorable chez les partenaires de la S.F.I.O. C'est donc en ordre dispersé que les trois partis de gauche affrontent le premier tour. Le parti radical et radical-socialiste présente ses quatre députés sortants : Raoul AUBAUD, Jammy SCHIMDT, Armand DUPUIS et André MELLENE. Tous les quatre se classent à la gauche du parti et se sont ralliés sans réticence au Rassemblement populaire. Comme en 1932, ce parti n'est pas présent dans les deux circonscriptions de Senlis où les sortants sont socialistes. Toutefois un radical indépendant, l'avocat WARUSFEL, ancien secrétaire de la fédération départementale, se présente contre VASSAL dans la circonscription de Senlis I. Chez les socialistes, la surprise vient de l'annonce faite en février par Jules UHRY de sa décision de ne pas briguer un nouveau mandant (3). Mais sa succession est préparée de longue date et Jean BIONDI est naturellement désigné pour lui succéder. Le maire de Crépy-en-Valois, Jean VASSAL, est à nouveau candidat dans la circonscription de Senlis I dont il est l'élu depuis 1928. A Beauvais I (4), le vieux leader socialiste HERAUDE, secrétaire fédéral depuis 1931 et déjà candidat en 1928 et 1932, est à nouveau sur les rangs. L'agriculteur COEF-

février.

(4) Circonscription industrielle de l'arrondissement puisqu'elle regroupe les deux cantons de Beauvais et ceux de Méru et Noailles.

FIER à Beauvais II (5), le dentiste de Margny-lès-Compiègne GRACIN et l'architecte MARCILLOUX à Clermont viennent compléter la liste des candidats S.F.I.O. Le parti communiste aligne des militants chevronnés qui ont participé depuis une quinzaine d'années à toutes les luttes du parti : Marcel DUBOS à Beauvais I, le cheminot retraité LENOIR à Clermont (6), le syndicaliste du bâtiment, bête noire du patronat local, Paul LAMARCHE à Compiègne, le gérant de la coopérative de Laigneville André GOURDAIN à Senlis I. A Beauvais II, le commerçant GUESNAIS qui arrive de l'Eure et vient juste de s'installer à Beauvais porte les couleurs de son parti. La situation est plus difficile dans la circonscription de Senlis I, l'exclusion en 1935 pour trotskysme du candidat de 1928 et 1932 l'électricien Auguste SEROU laisse un grand vide. Le parti communiste présente un candidat extérieur au département, le responsable cheminot PERIA.

A droite, la désignation des candidats se fait difficilement. D'abord à cause de l'absence de partis structurés et ensuite à cause de la rivalité que l'on retrouve entre les candidats de la droite traditionnelle et des candidats plus jeunes, plus actifs et disons plus mordants. La presse de droite, très influente dans le département, ajoute à la confusion en avançant de nombreuses candidatures pour contrarier celles déjà annoncées. Signalons que dans ce département où l'implantation radicale est ancienne et forte, les candidats de droite se présentent souvent sous l'étiquette "radical-indépendant".

A Beauvais I, le professeur d'histoire et géographique au lycée de Beauvais PIMIANTA retire sa candidature quelques jours avant le scrutin et s'efface devant le journaliste Pierre MOUTON. A Beauvais II, l'avocat PALMIERI, candidat du parti agraire et paysan français, doit affronter un avoué, adjoint au maire de Compiègne, Marc BOURQUIN. A Compiègne, Gaston BOULANGER, agriculteur et conseiller général de Ressons-sur-Matz, trouve à côté de lui un autre conseiller municipal de Compiègne Louis DEGUINGUE. A Senlis I, Jean LEGENDRE, journaliste aux **Nouvelles du Valois**, doit lui aussi retirer sa candidature pour laisser le champ libre au responsable départemental de l'U.N.C., principale organisation d'anciens combattants, le maire de Montlévêque Alfred DELFAU DE PONTALBA.

(5) Circonscription agricole de l'arrondissement (cantons de Formerie, Grandvilliers, Chaumont-en-Vexin, Songeons...)

A Senlis II, Fabien PAULVE, maire de Chantilly, et un vétérinaire de Creil, Ernest PAULET, briguent les suffrages des électeurs de droite. C'est à Clermont que la désunion à droite est la plus marquée. Il n'y a pas moins de quatre candidats. Pierre DEROGY, conseiller général de Breteuil, se présente sous l'étiquette du parti agraire et paysan. Les républicains modérés n'ont pas pu départager les deux prétendants qui se présentent donc tous les deux. Il s'agit du maire et conseiller d'arrondissement de Liancourt Paul SOULIER et d'un journaliste de Clermont appelé plus tard à une longue carrière ministérielle Raymond TRIBOULET. Enfin, comme en 1932, le docteur DETAY se présente comme candidat indépendant.

Pour la petite histoire signalons deux candidats libertaires : le photographe VANDENHOVE et le marchand forain Alfred GILET ; un candidat pacifiste : le coupeur en chaussures de Cauffry Adrien SECHET et un candidat franciste, l'ouvrier mouleur de Beauvais Pierre FOINANT, à Senlis II.

Aucun fait marquant ne vient troubler la campagne électorale. Il convient de signaler la venue à Beauvais, en mars, de DALADIER qui prononce un discours de portée nationale.

Si les électeurs oisiens sont plus nombreux que les français en général à se rendre aux urnes : 85,80 % contre 84,30 %, la participation est cependant plus faible qu'en 1932 (87,63 %) et qu'en 1928 (86,81 %). Comme le constate Georges DUPEUX on n'assiste pas "au sein du corps électoral à une vague de fond qui aurait tout balayé". Dans l'Oise, comme dans le reste du pays, c'est la stabilité du corps électoral qui s'impose ou plus exactement la stabilité du rapport gauche-droite. Les candidats du Rassemblement populaire recueillent 55 841 voix (49,71 % des inscrits) soit un gain par rapport à 1932 de 1 400 voix et de 0,5 %. Les candidats de droite obtiennent 37 630 voix (33,26 % des inscrits) soit une perte de 1 000 voix et de 1,5 %. WARUSFEL recueille pour sa part 2,44 % des inscrits.

Cette stabilité apparente cache en fait, comme dans le reste du pays, un profond mouvement à l'intérieur des coalitions et en particulier à gauche. Le parti radical-socialiste perd plus de 5 000 voix et plus de 5 %. Cette

(6) Elu en 1937 Conseiller d'arrondissement de Liancourt, il est l'un des rares élus du parti à dénoncer le pacte germano-soviétique.

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 26 AVRIL 1936

## Circonscription de Clermont

*Mes chers Concitoyens,*

**Je me présente aux élections législatives...**



**Raymond TRIBOULET**

Agriculteur

Licencié en droit et lettres

**CANDIDAT DE DÉFENSE PAYSANNE  
D'ACTION SOCIALE  
ET DE FRONT RÉPUBLICAIN**

bien que n'éprouvant aucun attrait pour les querelles politiques. Mais n'est-ce pas le jour où jamais de défendre tout ce que nous aimons : notre culture, nos traditions, nos amitiés, notre vie de famille ? Depuis longtemps déjà, il apparaissait à de nombreux Français que le désordre gouvernemental, l'anarchie nous exposaient à de cruels périls.

*L'échéance est là : le trouble intérieur est à son comble et l'Allemand nous guette !*

Se plaindre stérilement ne suffit pas, il faut lutter ! J'ai donc vaincu ma répugnance et suis entré depuis deux ans dans la bataille politique.

Déjà sans doute mes études me préparaient à bien remplir le mandat que j'allais solliciter, mais de plus, mes chers Concitoyens, je puis vous assurer que, respectant le suffrage universel et la fonction législative, j'en ai rien négligé pour bien m'instruire, comme tout député devrait le faire, des problèmes politiques actuels.

Voici deux mois, dans cet arrondissement, les dirigeants des Partis républicains, le Front populaire excepté, convoquèrent un Congrès, où chaque commune devait être représentée par au moins un militant. Sur 250 suffrages exprimés, *j'ai eu l'honneur et le grand encouragement de me voir désigné par 170 voix comme Candidat d'Entente des Partis républicains.*

**... Dans l'Arrondissement de Clermont...**

j'ai encore une nombreuse parenté. Et plus même que l'intérêt de la lutte dans une circonscription si vaste et si peuplée, c'est ce lien de famille qui m'a fixé à Clermont. Quant aux insinuations de mes adversaires politiques sur ma parenté avec 200 familles, la ficelle est vraiment un peu grosse. Il est à peine besoin de démentir cette fable absurde.

---

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

---

**SCRUTIN DE BALLOTAGE DU 3 MAI**

Deuxième Circonscription de Beauvais

---

*Mes chers Concitoyens,*

*MERCI* du fond du cœur à tous ceux qui m'ont honoré de leur confiance dimanche dernier.

Les adversaires du Front Populaire ont réuni CINQ MILLE VOIX contre 4.838 voix au député sortant, qui se trouve donc en minorité.

Je compterai dimanche prochain sur **TOUS LES REPUBLICAINS** défenseurs des principes de **liberté, d'égalité** et de **fraternité**, légués par nos pères. En plus grand nombre encore que le 26 avril, ils affirmeront sur mon nom leur volonté de barrer la route aux fauteurs internationaux de désordre et de misère.

Je suis persuadé que tous ceux qui se sont abstenus dimanche dernier auront à cœur, le 3 mai, d'accomplir leur devoir de citoyen pour faire reculer la vague rouge, annonciatrice de guerre et de révolution.

Pour une **agriculture** mieux protégée et un **commerce** mieux défendu contre les trusts.

Pour le **progrès social** et l'amélioration du sort des **ouvriers** dans nos campagnes.

**POUR TOUTES LES LIBERTÉS.  
CONTRE LE FRONT RÉVOLUTIONNAIRE.  
POUR LA PAIX.**

**ROGER PALMIERI,**  
**Candidat agraire et du Front Républicain.**

---

Profession de Foi pour le 2ème tour (A.D. Oise)

---

hémorragie est particulièrement nette à Beauvais I où SCHMIDT recule de 10 % et surtout à Clermont où DUPUIS perd 2 500 voix et 11 %. Dans les deux cas le recul radical profite beaucoup plus aux candidats de droite qu'aux autres candidats du Rassemblement populaire. C'est MELLENNE qui subit les pertes les plus faibles (1,4 %) dans la circonscription de Compiègne. La S.F.I.O recule aussi mais dans des proportions moindres. Les candidats socialistes perdent plus de 2 500 voix et plus de 2,5 % des inscrits. Le recul est marqué là où l'implantation socialiste était la plus forte. VASSAL perd 3 000 voix et 3 %, BIONDI ne perd que 200 voix mais 3,3 %, HERAUDE recule de 5,3 % et est distancé pour la première fois par le candidat communiste DUBOS.

Le grand vainqueur c'est le parti communiste qui gagne près de 10 000 suffrages et multiplie son score par deux et demi. Le P.C. progresse dans toutes les circonscriptions et dans tous les cantons toutefois sa progression est plus limitée là où ses candidats étaient moins connus (+ 5 % à Senlis I et + 4,3 % à Beauvais II). En revanche la progression est particulièrement marquée à Senlis II (plus 2 500 voix et plus 14,3 %) et en général dans toutes les communes ouvrières : gain de 12 % à Creil, de 13 % à Béthisy-Saint-Pierre, de 14 % à Saintines, de 15 % à Hermes, de 18 % à Montataire et de ... 22 % à Nogent-sur-Oise. Si le P.C. arrive en tête de tous les candidats dans ses fiefs (Hermes, Laigneville et Rantigny), phénomène capital, il distance pour la première fois la S.F.I.O. dans toutes les communes du bassin creillois, Creil et Villers-Saint-Paul exceptés. Il convient de noter les résultats relativement décevants enregistrés par le P.C. à Mouy et à Liancourt. Nous avons déjà signalé l'absence de mobilisation lors du 12 février 1934 dans ces deux communes ouvrières.

La droite progresse surtout dans le Beauvaisis et le Clermontois et récupère des voix radicales, elle résiste bien dans l'arrondissement de Senlis mais subit un échec sévère à Compiègne (7).

Pour le deuxième tour, les désistements s'effectuent sans problème dans les deux camps. Sans surprise, les six candidats du Front Populaire sont élus. Par rapport aux suffrages exprimés, le score s'établit à 56 % pour la gauche et 44 % pour la droite. Le Rassemblement Populaire ne fait cependant pas

(7) BOULANGER perd 9 % par rapport au score du Marquis de l'AIGLE en 1932 ; avec les voix de l'autre candidat de droite, le déchet s'élève à 5 %.

le plein de ses voix. La participation est plus élevée (1 600 suffrages exprimés en plus), les candidats de gauche perdent 1 100 voix, la droite en gagne 5 200. Dans la circonscription de Senlis I, les voix de WARUSFEL se sont à 90 % portées sur le candidat de droite DE PONTALBA. Si DUPUIS et VASSAL améliorent les scores de la gauche au premier tour, il manque 100 voix à AUBAUD, 300 voix à MELLENNE mais 800 voix à SCHMIDT et 1 100 voix à BIONDI. C'est en fait dans les deux circonscriptions où le Front Populaire avait réalisé ses meilleurs scores au premier tour que le déchet est le plus important. Il faut voir là, sans doute, une démobilisation de l'électorat de gauche.

Dans six cantons seulement le Rassemblement Populaire n'obtient pas la majorité, il s'agit de Breteuil, Crèvecœur, Froissy, Lassigny, Marseille-en-Beauvaisis et Senlis.

Lorsque Léon BLUM forme son gouvernement, un député de l'Oise, Raoul AUBAUD, devient sous-secrétaire d'état à l'intérieur mais déjà les grèves ont éclaté.

Tout commence chez Brissonneau à Creil le 3 juin 1936. Ce jour là, le préfet (8) signale une grève des bras croisés. Les 400 ouvriers arrêtent à 14 heures mais les 50 employés de bureau continuent à travailler. Les grévistes rédigent un cahier de revendications. Le même jour, chez COFFIGNON, fabrique de pièces automobiles à Compiègne, les 74 ouvriers se mettent en grève et rédigent un cahier de revendications dans lequel ils réclament la semaine de 40 heures et la signature d'un contrat collectif. Cette grève prend fin le lendemain matin, en revanche chez BRISSONNEAU les ouvriers occupent les bâtiments et dans l'après-midi le mouvement s'étend aux Tréfileries de Creil, chez MARINONI, chez GRANGE et chez RIVIERRE. Le 5, Pont-Sainte-Maxence et Nogent sont touchés ; le 6, DESNOYERS, à Laigneville, est en grève et une certaine effervescence est perceptible au Prisunic de Beauvais, qui occupe alors 54 personnes. Ce jour là enfin, Kuhlman, la plus grosse usine du département avec ses 1 500 salariés dont plus de 1 300 ouvriers, entre dans le mouvement. Le 7 est un dimanche. Le 8, Beauvais, Mouy, Clermont, La Croix-Saint-Ouen sont à leur tour touchés. Le 9, c'est Liancourt, Saint-Just-en-Chaussée et Crépy-en-Valois. Le 10, Ribécourt, Thourotte, Chambly, Hermes, Crèvecœur et Bornel. Méru et Andeville n'entrent dans la grève

(8) Arch. Dép. Oise, série M, conflits du travail 1936-1939.

# LA TRIBUNE DE L'OISE

**ABONNEMENTS**  
(Oise et limitrophes)

Un an, 45 fr. Six mois, 25 fr. Trois mois, 14 fr.

Tous les Abonnements commencent les 1<sup>er</sup> Janvier  
1<sup>er</sup> Avril, 1<sup>er</sup> Juillet et 1<sup>er</sup> Octobre de chaque année

Téléphone 1-24

C/C Post. Paris 347-32

**JOURNAL QUOTIDIEN**  
**ORGANE RÉPUBLICAIN D'UNION NATIONALE & SOCIALE**

designé pour recevoir les Annonces légales pour tout le Département de l'Oise

Rédaction, Administration et Imprimerie, 26, rue de Malherbe - BEAUVAIS

**PUBLICITÉ**

La ligne  
Annonces ..... 2 fr.  
Réclames ..... 4 fr.  
Bureaux à Paris, 3, rue d'Amboise  
Tél. : Michélieu 51-76 et 51-77

## Un témoignage britannique

Le *Daily Mail* du 3 juin publie le récit de l'occupation, par les ouvriers d'une firme anglaise (*Huntley and Palmers*) dont l'usine est située dans la région parisienne.

Nous croyons utile de reproduire in-extenso l'article du journal anglais, car il donne de curieux détails sur la technique des « occupations » d'entreprises, et révèle l'intervention d'éléments étrangers au personnel.

« Un des directeurs et 16 ouvriers anglais ont été retenus à l'intérieur des bâtiments à la suite des événements suivants : peu après le casse-croûte, un ouvrier vint trouver le directeur et lui signala le désir unanime d'une augmentation des salaires et de l'institution de vacances payées. Pendant que l'entretien se déroulait le travail s'arrêta dans tous les ateliers. Plus tard, le directeur reçut une délégation des différents groupes d'ouvriers qui lui exposèrent leurs réclamations.

« Après avoir réfléchi, écrit le directeur, je leur fis une proposition qui, en gros, acceptait la moitié des demandes formulées. Je leur fis observer que, même ainsi réduites, les nouvelles charges pèseraient lourdement sur l'affaire et qu'elles étaient le maximum de ce que nous pouvions supporter. Les délégués parurent d'accord mais me signalèrent que les ouvriers n'accepteraient probablement pas mon offre.

« Je sortis alors dans la cour de l'usine, décidé à parler à l'ensemble

## LES GRÈVES RÉVOLUTIONNAIRES SE PROPAGENT TOUJOURS

**LES JOURNAUX PARISIENS NE PARAISSENT PAS AUJOURD'HUI**

*L'occupation des usines s'étend d'heure en heure  
à de nouveaux établissements*

**Les patrons métallurgistes refusent de continuer les négociations  
dans de telles conditions  
et mettent le gouvernement devant ses responsabilités**

**DANS L'OISE ET SURTOUT A CREIL LE MOUVEMENT S'ACCENTUE**

Les indications recueillies au début de l'après-midi à la Bourse du Travail permettent de constater que le mouvement de grève a toujours tendance à s'amplifier en particulier dans la métallurgie où l'on peut estimer à 50 environ le nombre de firmes nouvelles touchées par le mouvement.

**Les patrons  
métallurgistes décident  
de suspendre les  
négociations jusqu'au  
rétablissement de l'ordre**

Le Groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne, communique :

« La délégation patronale des industries métallurgiques a remis ce matin, au ris-

les conditions du travail, invoquées comme prétexte à cette agitation.

« Sur les instances expresses du gouvernement et sous la condition que les usines occupées fussent évacuées, les employeurs avaient accepté de discuter les clauses d'un contrat collectif dont la conclusion aurait pu mettre fin au conflit actuel.

« Les conversations poursuivies, entre représentants patronaux et ouvriers, sous la présidence du ministre du Travail, avaient donné, déjà, des résultats sur deux questions importantes : celles de la liberté syndicale et celle des délégués ouvriers.

« Les négociations devaient se poursuivre, notamment, à propos des congés payés.

« Cependant, malgré les concessions faites par les employeurs et l'attitude de conciliation adoptée par eux, depuis le début du conflit, le mouvement de grève, loin de s'apaiser, s'étend de plus en plus. Les occupations continuent à se multiplier, au ris-

agitation se manifestait parmi le personnel des Messageries. Quelques employés organisèrent une réunion dans une des salles des Messageries située au quatrième étage, 111, rue Réaumur. A 11 heures, cette réunion n'était pas encore terminée. Il conviendrait d'ailleurs de signaler que tout s'est passé sans le moindre incident.

A 14 h. 40, le personnel des Messageries Hachette a décidé, contrairement à la position qu'il avait prise antérieurement, de faire grève. Jusque-là, rendu sur les lieux de son travail, il n'avait pu commencer sa tâche quotidienne conformément à l'accord qu'il avait conclu avec la direction de l'entreprise, par suite du manque de la matière première. En effet, les chauffeurs des entreprises de transports concessionnaires des Messageries Hachette avaient en effet, on le sait, obtenu les deux extrémités de la rue Paul-Lelong qui commande tout le service d'arrivée de distribution, d'emballage et de réex-

## LE FRONT POPULAIRE AU POUVOIR

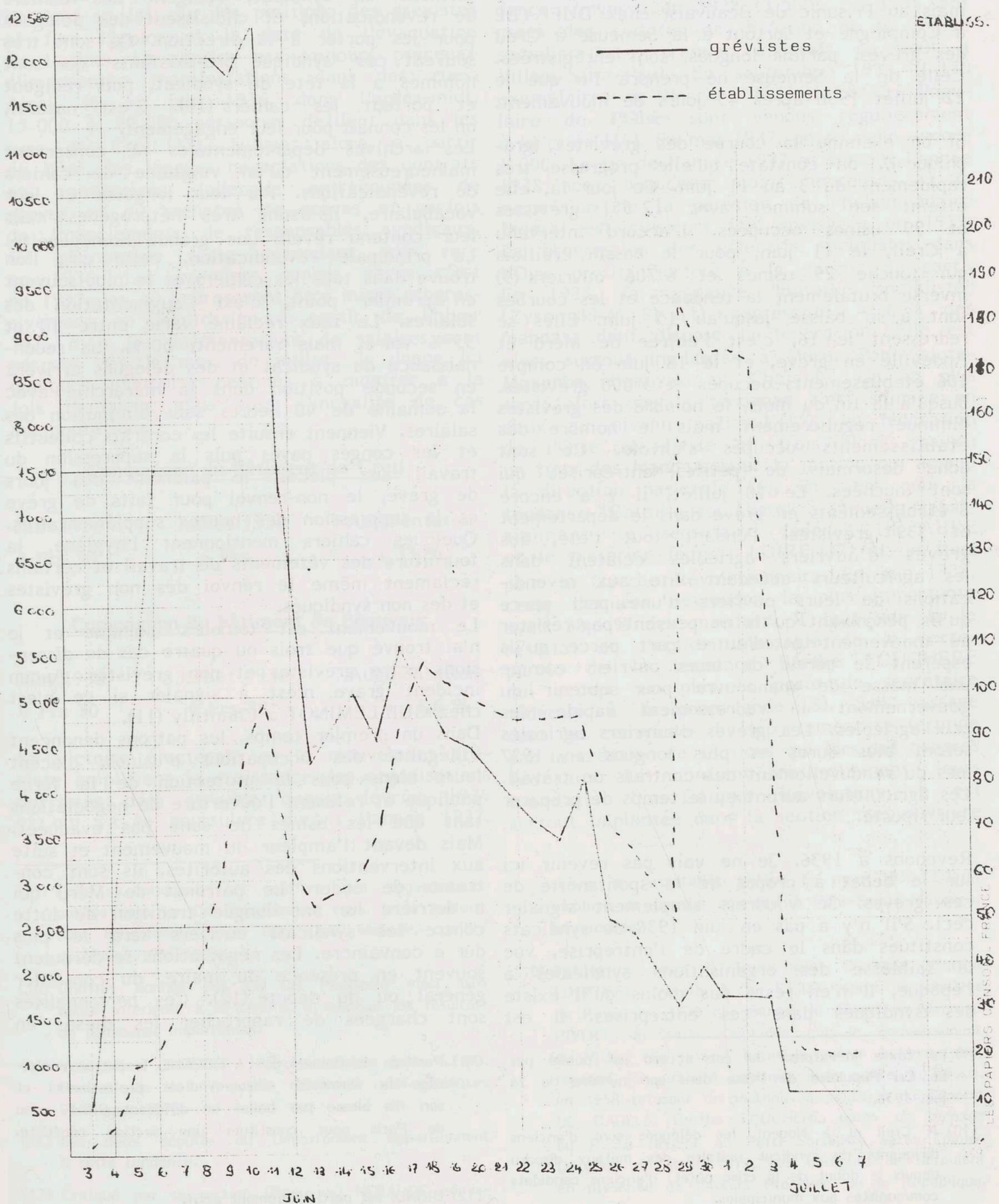
**Le Ministère Blum est constitué  
Il se présentera samedi devant  
les Chambres**

**M. HERRIOT EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE  
PAR 378 VOIX CONTRE 150 A M. XAVIER VALLA**

### Le Cabinet Blum

|  |   |
|--|---|
| <i>Présidence du Conseil</i>                           | M. Léon BLUM.   |
| <i>Ministres d'Etat</i>                                | M. Camille CHAUTEMPS.<br>M. Paul FAURE.<br>M. Maurice VIOLETTE. |
|  | <b>Ministres</b>  |
| <i>Défense Nationale et Vice-Présidence du Conseil</i> | M. Edouard DALADIER.  |
| <i>Air</i>   | M. Pierre COT.  |
| <i>Marine Militaire</i>                                | M. GARNIER-DUPARC.  |
| <i>Affaires Etrangères</i>                             | M. Yvon DELBOS.   |
| <i>Justice</i>   | M. Marc RUCART.   |
| <i>Finances</i>  | M. Vincent AURIOL.  |
| <i>Intérieur</i>                                       | M. Roger SALENGRO.  |
| <i>Economie Nationale</i>                              | M. Jean ZAY.  |
| <i>Commerce</i>  | M. Charles SPINASSE.  |
| <i>Travaux Publics</i>                                 | M. Paul BASTID.   |
| <i>Colonies</i>  | M. Albert BEDOUCHE.   |
| <i>P. T. T.</i>  | M. Marius MOUTET.<br>M. JARDILLIER.                             |

GREVISTES ET ETABLISSEMENTS EN GREVE ( Juin - Juillet 1936 )



que le 17 juin et les ouvriers du bâtiment de Noyon et de Compiègne qu'à la fin du mois de juin. Dans ces grèves, les employés sont le plus souvent en dehors du mouvement mais au Prisunic de Beauvais, chez DUFAYEL à Compiègne et surtout à la Semeuse à Creil des grèves, parfois longues, sont enregistrées. Celle de la Semeuse ne prendra fin que le 22 juillet 1936 après 45 jours de mouvement.

Si on examine la courbe des grévistes (graphique I), on constate qu'elle progresse très rapidement du 3 au 11 juin. Ce jour là, elle atteint son sommet avec 12 551 grévistes et 99 usines occupées. L'accord intervenu à Creil, le 11 juin, pour le bassin creillois qui touche 29 usines et 6 706 ouvriers (9) inverse brutalement la tendance et les courbes sont à la baisse jusqu'au 15 juin. Elles se redressent le 16, c'est l'entrée de Méru et Andeville en grève, et le 18 juin on compte 106 établissements occupés et 5 000 grévistes. Jusqu'à la fin du mois, le nombre des grévistes diminue régulièrement mais le nombre des établissements occupés s'envole. Ce sont donc désormais de petites entreprises qui sont touchées. Le 10 juillet, il y a encore 8 établissements en grève dans le département et 339 grévistes. Pendant tout l'été, des grèves d'ouvriers agricoles éclatent dans les agriculteurs accèdent vite aux revendications de leurs ouvriers d'une part parce qu'ils perçoivent qu'ils ne peuvent pas résister au mouvement et d'autre part parce qu'ils espèrent se servir de leurs ouvriers comme une masse de manoeuvre pour obtenir du gouvernement un redressement rapide des prix agricoles. Les grèves d'ouvriers agricoles seront plus dures et plus longues en 1937 lors du renouvellement des contrats de travail. Les agriculteurs auront eu le temps de préparer leur riposte.

Revenons à 1936. Je ne vais pas revenir ici sur le débat à propos de la spontanéité de ces grèves. Je voudrais simplement signaler ceci. S'il n'y a pas en juin 1936 de syndicats constitués dans le cadre de l'entreprise, vue la faiblesse des organisations syndicales à l'époque, il n'en reste pas moins qu'il existe des syndiqués dans ces entreprises. Il est

certes difficile de déterminer leur rôle dans l'éclatement des grèves mais il est certain que, dès le début du mouvement, les ouvriers forment un syndicat, rédigent des cahiers de revendications et choisissent des délégués pour les porter à la direction. Ce sont très souvent ces "syndiqué pré-existants" qui sont nommés à la tête du syndicat, puis rédigent et portent les cahiers (10). C'est naturel, on les connaît pour leur engagement.

Les archives départementales ne conservent malheureusement qu'un vingtaine de cahiers de revendications. Par leur longueur et leur vocabulaire, ils sont très hétérogènes mais leur contenu révèle une grande homogénéité. La principale revendication, celle que l'on trouve dans tous les cahiers et le plus souvent en premier point, c'est l'augmentation des salaires. Le taux réclamé varie entre 10 et 35 % voire, mais rarement, 50 %. La reconnaissance du syndicat et des délégués arrivent en seconde position dans la hiérarchie avec la semaine de 40 heures sans diminution des salaires. Viennent ensuite les contrats collectifs et les congés payés puis la suppression du travail aux pièces, le paiement des jours de grève, le non-renvoi pour faits de grève et la suppression des heures supplémentaires. Quelques cahiers mentionnent l'hygiène, la fourniture des vêtements de travail et certains réclament même le renvoi des non grévistes et des non syndiqués.

Le mouvement est toujours unanime et je n'ai trouvé que trois ou quatre cas de dissensions entre grévistes et non grévistes. Aucun incident grave n'est à signaler si ce n'est chez GUILLEMINOT à Chantilly (11).

Dans un premier temps, les patrons dénoncent l'illégalité des occupations d'usines, placent leurs biens sous la protection de la force publique et refusent l'ouverture de négociations tant que les usines ne sont pas évacuées. Mais devant l'ampleur du mouvement et suite aux interventions des autorités, ils sont contraints de céder. Le patronat de Méru qui a derrière lui une longue tradition de lutte contre les syndicats ouvriers sera le plus dur à convaincre. Les négociations se déroulent souvent en présence du maire, du conseiller général ou du député (12). Ces personnalités sont chargées de rapprocher les thèses en

(9) Le texte in-extenso de cet accord est publié par **Le Cri Populaire de l'Oise** dans son numéro du 14 juin 1936.

(10) A Creil et à Nogent, les délégués sont d'anciens dirigeants du syndicat unitaire des métaux disparu depuis le début de la crise où (et) d'anciens candidats communistes aux municipales.

(11) Partisan du Colonel de LA ROCQUE, le patron encourage la formation d'un syndicat professionnel et son fils blesse par balles un dirigeant C.G.T. venu de Paris pour constituer une section cégétiste.

(12) BIONDI est particulièrement actif.

présence. Parfois le sous-préfet ou le préfet se déplacent et le conflit du bâtiment de Creil est réglé le 23 juin dans le bureau ministériel de R. AUBAUD à Paris. Le plus souvent l'accord se fait sur les positions des grévistes et fixe l'heure et la date de l'évacuation de l'usine. La reprise est toujours précédée d'imposantes manifestations dans les rues. Ainsi, le 11 juin 1936, dans l'après-midi, 15 000 à 20 000 personnes défilent dans les rues de Creil (13). Suivent alors, à partir de l'été, les longues négociations des contrats et conventions collectifs entrecoupées de grèves et de menaces de grèves et parfois de licenciements de responsables syndicaux. Ce phénomène reste cependant très rare en 1936. Les premiers congés payés c'est en 1937, les 40 heures vont être mises progressivement en application à partir de l'hiver 1936 mais les augmentations de salaires sont perçues dès le mois de juillet. Je donne ici quelques exemples destinés à montrer à la fois l'ampleur mais aussi l'inégalité de ces augmentations :

Compagnon du bâtiment de Creil

| Jun 1936 | Juillet 1936 | Augmentation |
|----------|--------------|--------------|
| 4 Frs 50 | 6 Frs        | + 33 %       |

Compagnon du bâtiment de Beauvais

| Jun 1936 | Juillet 1936 | Augmentation |
|----------|--------------|--------------|
| 4 Frs 30 | 4 Frs 80     | + 11,6 %     |

La victoire électorale et le mouvement gréviste amplifient la croissance des organisations ouvrières déjà sensible depuis février 1934 et qui va se poursuivre durant l'année 1937.

La fédération oisienne de la S.F.I.O. passe de 1 500 adhérents en 1935 répartis en 63 sections à 3 367 en 1936 (pour 79 sections) et 3 800 en 1937 (pour 106 sections). La tendance s'inverse en 1938 (3 500). En 1936 sont créés des comités de diffusion de la presse socialiste. Le premier apparaît en août à Villers-Saint-Paul. En septembre 1936, 1 130 exemplaires de l'organe fédéral **Le Cri Populaire de l'Oise** sont vendus régulièrement à la criée (14). En mai 1937, on en vend encore 1 000. La fin de l'année 1937 et surtout l'année 1938 sont beaucoup moins heureuses et la suspension de la parution de l'hebdomadaire fédéral est plusieurs fois envisagée en 1939. La progression des effectifs socialistes dans l'Oise profite surtout à la gauche du parti. En 1935, la tendance "Bataille socialiste" (Zyromski-M. Pivert) représente 41,6 % des mandats dont dispose la fédération. Elle est alors surtout implantée à Méru, Pont-Sainte-Maxence, Beauvais et Chambly. Un an plus tard, alors que la tendance s'est scindée en deux au niveau national (15), la fédération de l'Oise se divise en trois blocs égaux : un tiers des mandats pour la motion qui appuie la direction nationale (16), un tiers pour la tendance "Bataille socialiste" à laquelle appartiennent le secrétaire fédéral HERAUDE et le trésorier fédéral LOIRE (17) et un tiers pour la Gauche Révolutionnaire. En juin 1938, cette dernière deviendra la plus importante avec 38,5 % des mandats. Il faut voir là le résultat de l'action inlassable de la porte-parole de la tendance Berthe FOUCHERE qui occupe en plus le poste de secrétaire fédérale à la propagande (18). Son passage dans les communes du département se termine par la création de sections qui lors des congrès fédéraux lui confient naturellement leurs mandats. La Gauche Révolutionnaire est surtout implantée dans la section très ouvrière

(13) Fait exceptionnel, les chiffres des organisateurs publiés dans **Le Cri Populaire** et ceux de la préfecture concordent (Arch. Dép. Oise, série M, conflits du travail 1936-1939).

(14) Chiffres donnés par **Le Cri Populaire** mais sans doute inférieurs à la réalité, il manque les résultats de communes importantes.

(15) Voir J.Paul JOUBERT : *Révolutionnaires à la S.F.I.O.* Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.

(16) Les deux députés du Département appartiennent à cette tendance.

(17) Critiqué par sa section (Beauvais) HERAUDE démis-

sionne du secrétariat fédéral en mars 1938. LOIRE, employé de banque domicilié à Pont-Sainte-Maxence, lui succède.

(18) Institutrice alors à Thury sous Clermont, Berthe FOUCHERE restera à la S.F.I.O. après le congrès de Royan en 1938 qui marque le départ de Marceau PIVERT du parti. Déplacée par le gouvernement de Vichy, elle revient après la guerre à Montataire, reprend son activité politique mais quitte la S.F.I.O. en 1958 refusant de soutenir la politique du Général DE GAULLE. Berthe FOUCHERE après un passage au P.S.U. revient au Parti Socialiste après Epinay. Décédée en avril 1979, ses obsèques se déroulent en présence de l'actuel Président de la République.



Les grévistes chez BRISSONNEAU à MONTATAIRE



Les grévistes de chez Lainé à HERCHIES  
(Document Ecomusée du Beauvaisis)

de Chambly mais aussi dans les petites sections souvent agricoles.

Les Jeunesses socialistes connaissent le même succès, interrompu cependant dès l'automne 1937 par les dissensions nées d'irrégularités financières reprochées au secrétaire fédéral. En 1935, il n'existait que 3 groupes de Jeunesses (Chambly, Beauvais et Creil). Lors du congrès fédéral du 5 avril 1936, neuf sections sont présentes. En juillet 1936, le secrétaire fédéral, l'instituteur de Nogent-sur-Oise Pierre SORTON, annonce 600 adhérents et 20 sections (19). Le congrès national des Jeunesses socialistes se tient à Creil à Pâques 1937, Léo LAGRANGE est là et on constate qu'alors certains groupes de jeunes comptent plus d'adhérents que les sections adultes. A partir de septembre 1937, **Le Cri Populaire de l'Oise** réduit considérablement la place consacrée aux activités des groupes de jeunes et lors du congrès fédéral des Jeunesses le 7 novembre 1937 à Creil :

*"BIONDI fait une mise au point sur la situation fédérale relevée par la commission provisoire, situation délicate par la suite de la très mauvaise gestion de l'ancien secrétaire fédéral. A l'unanimité sur proposition d'un camarade le congrès prononce l'exclusion du citoyen SORTON, ancien secrétaire fédéral. Le congrès étudie ensuite les mesures propres à assurer le bon fonctionnement de l'entente..." (20).*

Le secrétaire du groupe des Jeunesses Socialistes de Neuilly-en-Thelle, Maurice LEROY devient secrétaire fédéral mais il meurt, à 20 ans, dès le mois de mai 1938. L'activité des J.S. n'est plus mentionnée dans la presse socialiste jusqu'au 1er janvier 1939 où le secrétaire à la propagande LISSORGUE reconnaît :

*"Il est certain que notre fédération des J.S. traverse une mauvaise période et bat de l'aile ou plutôt elle a traversé une mauvaise période*

*car maintenant à nouveau l'essor est donné et la fédération repart."*

La progression des effectifs du parti communiste est encore beaucoup plus importante. Il est vrai que l'on part de très bas. La région picarde (Oise, Somme) qui regroupait en janvier 1936, 1 000 adultes et 365 jeunes et qui comptait 19 rayons et 97 cellules regroupe lors de la Vème conférence régionale 6 500 adultes, 2 500 jeunes, 32 rayons et 260 cellules (21). Suivant le rapport à l'organisation présenté lors du Xème congrès du P.C. en juin 1945, le département de l'Oise aurait compté en décembre 1937 : 4 500 adhérents, 24 sections (terme substitué à celui de rayon au début de 1937), 3 cellules d'entreprise et 154 cellules locales (22). Comme la S.I.F.O., le P.C. s'implante dans les petites communes, le réseau des cellules est particulièrement dense dans le Valois où les ouvriers agricoles sont nombreux à adhérer au parti. Beauvais et sa banlieue, le bassin creillois et surtout le Liancourtois constituent alors les plus importantes zones d'implantation communiste (23). Le 1er Mai 1937, 10 681 numéros du **Travailleur Somme-Oise** sont vendus dans le département. Les Jeunesses Communistes pour leur part devant l'ampleur de leur croissance décident à la fin de 1936 de se séparer des J.C. de la Somme avec lesquelles elles formaient jusque là, la région picarde. Une assemblée tenue à Creil le 15 novembre procède à la constitution du Comité Régional de l'Oise dont le secrétaire restera jusqu'à la guerre, un ouvrier du bâtiment de Margny-lès-Compiègne, Léon CHATILLON (24). Au cours de l'année 1937, des groupes de jeunes filles seront constitués (à Laigneville et à Creil) et seront rattachés à l'Union des Jeunes Filles de France. Comme leurs homologues socialistes, les Jeunes Communistes multiplient les bals, les représentations théâtrales et les voyages.

Toutefois, aussi important soit-il, le mouvement d'adhésion vers les partis ouvriers n'at-

(19) **Le Cri Populaire** - 26 juillet 1936.

(20) **Le Cri Populaire** - 21 novembre 1937.

(21) **Le Travailleur de Somme-Oise** du 9 au 15 janvier 1937.

(22) "1937-1945 : sept ans de luttes ardentes au service du peuple contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre, démocratique et indépendante" - rapports du Comité Central pour le Xème Congrès National du P.C.F. juin 1945 - Editions du P.C.F. - Page 127. Pour la critique des sources, je renvoie

à l'article de P. BUTON : les effectifs du P.C. 1920-1984 paru dans la revue *Communisme*, n° 7, 1985.

(23) Quelques chiffres tirés de la presse communiste : le rayon de Tricot a largement dépassé la centaine de membres en octobre 1936, celui de Noyon qui rassemblait 43 personnes en avril 1936 en rassemble 214 en septembre de la même année, le rayon de Liancourt, le plus important à l'époque, compte 228 adultes et 65 jeunes en septembre 1936.

teint pas, et il s'en faut de beaucoup, l'ampleur de celui que connaît à la même époque la C.G.T. Reprenant une expression de Léon JOUHAUX lors du Comité Confédéral National du 16 juin 1936, Antoine PROST parle de "ruée syndicale" (25). Les chiffres les plus souvent avancés par la Direction de l'Union Départementale sont les suivants (26) :

**Fin 1935.....**52 syndicats et 3 000 syndiqués.

**Fin 1937.....**300 syndicats et 40 000 syndiqués.

Le rapport au Congrès Fédéral du 30 juin 1938, signe des temps, ne mentionne plus que le nombre de syndicats (310) mais pas celui des syndiqués (27). Le coefficient multiplicateur serait donc de 13. Si nous utilisons la méthode de calcul préconisée et employée par A. PROST nous aboutissons à des résultats légèrement différents inférieurs aux chiffres officiels mais qui laissent apparaître cependant une progression importante (28). En 1935, il y aurait 3 460 syndiqués dans l'Oise (29). Le syndicat national des instituteurs (environ 800 adhérents) et le Syndicat du personnel de Santé de Clermont (environ 600 adhérents) sont alors les plus importants. On retrouve là, la prépondérance dans le syndicalisme de l'époque des métiers du tertiaire ou métiers à statut. A la fin de 1937, le paysage est profondément modifié. La C.G.T. compterait dans le département 31 557 membres. Le syndicat des métaux de Creil et des environs est de très loin le plus puissant (environ 7 000 membres) suivi par le syndicat des ouvriers agricoles de l'arrondissement de Senlis, le syndicat des cheminots de Creil, le syndicat

des enseignants de l'Oise, le syndicat des produits chimiques de Villers-Saint-Paul, le Syndicat du personnel de Santé de Clermont et le Syndicat du textile de Beauvais (environ 1 500 adhérents chacun). Viennent ensuite le Syndicat du Textile de Saint-Epin et le Syndicat des Verriers de Thourotte (environ 850 adhérents chacun). Il y a donc une très nette augmentation de la syndicalisation qui profite essentiellement à ce que A. PROST appelle le secteur secondaire c'est-à-dire aux ouvriers de la métallurgie, du textile et de la chimie. L'Union Départementale de l'Oise est dirigée par les ex-confédérés mais les ex-unitaires vont progressivement gagner du terrain et à la veille de la seconde guerre mondiale les deux tendances seront à égalité.

La croissance syndicale de 1936 modifie profondément le réseau d'organisation syndicale. Comme le remarque A. PROST :

*"Des unions locales poussent un peu partout, comme des champignons après une pluie." (31)*

Lors de la réunification syndicale (janvier 1936), il n'existe que 3 unions locales dans l'Oise : Beauvais, Creil, Compiègne. Le 16 août 1936, elles sont 7, à la fin de l'année 9. Une union locale est créée à Senlis en janvier 1937, à Chantilly en février 1937. Les ex-confédérés dirigent les unions locales de Beauvais, de Creil (32), de Mouy et de Saint-Just-en-Chaussée ; les ex-unitaires contrôlent celles de Clermont, Compiègne, Liencourt et Senlis (33).

(24) Léon CHATILLON participera à la reconstitution clandestine du P.C. dans la région de Compiègne pendant l'occupation et participera à la mise sur pied du Front National. Après la Libération, il occupe des responsabilités à l'Union Départementale C.G.T. du Vaucluse. Il vit toujours dans ce département.

(25) A. PROST : La C.G.T. à l'époque du Front Populaire 1934-1939. Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1964.

(26) **Le Cri Populaire de l'Oise** : 30 mai 1937. Ces chiffres seront par la suite continuellement repris.

(27) **Le Peuple** du 20 mai 1938 reprend le chiffre de 40 000 adhérents.

(28) A. PROST : op. cité en particulier les chapitres I, II et III. Pour résumer, disons que l'auteur se base pour ses calculs sur les mandats attribués aux syndicats présents lors des Congrès Nationaux.

(29) 31 Syndicats sont représentés au Congrès d'unification de Toulouse en 1936.

(30) 82 Syndicats sont présents au Congrès de Nantes en septembre 1938.

(31) A. PROST : op. cité, page 87.

(32) L'Union locale de Creil est de très loin la plus nombreuse. Elle regroupe 18 syndicats en septembre 1936 et 32 à la fin de 1937, elle comptait alors 10 351 syndiqués. A titre de comparaison l'U.L. de Mouy a 660 syndiqués en juillet 1937 et celle de Senlis 1 000. L'U.L. de Creil sera dirigée par les ex-confédérés jusqu'au printemps 1939 à cette date les ex-unitaires en prennent la direction.

(33) La situation est plus fluctuante dans les autres U.L. : Chantilly, Méru, Crépy-en-Valois, Noyon et Pont-Sainte-Maxence.

Les rares résultats des élections pour les délégués, ouvriers ou employés, que nous possédons démontrent la représentativité quasi monopoléuse de la C.G.T. Il existe, cependant d'autres syndicats sur lesquels nous sommes malheureusement moins bien renseignés. La C.F.T.C. naît en octobre 1935 à Senlis et jusqu'au mois de juin 1936 son influence ne dépasse pas les limites de cette commune. Pendant et après les grèves du printemps, des syndicats chrétiens apparaissent à Pont-Sainte-Maxence, Crépy-en-Valois, Clermont et dans d'autres centres de moindre importance. En octobre 1936, paraît le premier numéro de *L'Oise Sociale*, mensuel de la centrale. Le fief de la C.F.T.C., qui recrute surtout parmi les ouvriers du textile (34) et les employés (35), demeure l'arrondissement de Senlis où selon une lettre du préfet au Ministre du Travail (36) :

*"L'effectif serait passé de 150 à 3 000 personnes".*

Les relations entre la centrale chrétienne et la C.G.T. sont toujours très tendues, cette dernière assimilant sa rivale aux syndicats jaunes.

Toutefois les organisations ouvrières se montrent beaucoup moins inquiètes face aux syndicats chrétiens qu'aux "syndicats professionnels". Créés au début de l'été 1936, proches des Croix de Feu et du P.S.F., ces derniers condamnaient toute soumission du syndicalisme à la politique ce qui leur valait les faveurs du patronat (37). Dans un rapport, à la fin de l'année 1937, le préfet minimise leur rôle et ne leur attribue que 20 syndicats regroupant 500 adhérents. Il signale en outre la faible activité qu'ils manifesteraient. Ils sont cependant l'objet de multiples dénonciations de la part de la C.G.T. ce qui tendrait à prouver que cette dernière prenait leur menace au sérieux. A la veille de leur deuxième Congrès Fédéral qui se tient à Compiègne les 24 et 25 septembre 1938, les syndicats professionnels affirment regrouper déjà plusieurs milliers

de travailleurs dans le département (38). Le secrétaire départemental, Pierre MARTELET, habite Clermont. Des sections existent chez GUILLEMINOT à Chantilly et surtout à la verrerie de Chantereine à Saint-Gobain. Le Préfet signale que, dans cette entreprise, le syndicat professionnel regroupe autant d'adhérents que la C.G.T. ce qui infirme les résultats des élections professionnelles de septembre 1937 :

|                      |          |        |
|----------------------|----------|--------|
| 691 votants : C.G.T. | 552 voix | 79,8 % |
| Syndi. Prof.         | 105 voix | 16,6 % |

Il convient donc de prendre toutes les données concernant ces syndicats avec beaucoup de précautions.

La victoire électorale et le mouvement gréviste modifient profondément la conception du mot politique lui conférant un sens nouveau chez des personnes qui jusque là étaient habituées uniquement à déposer un bulletin de vote dans les urnes. Les organisations ouvrières voient leur croissance numérique s'accroître et se développent dans leur sillage une foule d'organisations qui manifestent la volonté des français de s'engager plus activement dans le militantisme. Fleurissent alors dans de nombreuses communes des Comités de Front Populaire, des Comités locaux des Femmes contre la guerre et le fascisme (39), des Comités de Radio-Liberté, des Comités des Amis de l'Union Soviétique, des Syndicats de locataires, des Groupes pacifistes, des Comités du Rassemblement Universel pour la Paix. Les organisations d'Anciens Combattants proches des partis de gauche (F.N.C.R. et A.R.A.C.) profitent aussi de ce mouvement. Je voudrais mentionner particulièrement le Secours Populaire de France (40) dont l'activité est essentielle en faveur des Républicains Espagnols et la F.S.G.T. (fédération sportive et gymnique du travail), créée dans le département en mars 1937, qui coordonne les activités des clubs sportifs et des activités en plein air

(34) Ses candidats obtiennent 33 % des voix lors des élections des délégués ouvriers à l'usine LESUR de Mello.

(35) Plus de 15 % des voix, en avril

(35) Plus de 15 % des voix, en avril 1937, lors des élections pour les délégués des employés et des techniciens chez Kuhlman à Villers-Saint-Paul.

(36) Arch. Dép. Oise, série M, grèves 1934-1938, lettre du 31.10.1936.

(37) Voir Ph. MACHEFER : Les syndicats professionnels français 1936-1939.

Le Mouvement Social n° 119, avril-juin 1982.

(38) *Les Nouvelles du Valois*, 24 septembre 1938.

(39) Les Comités de Clermont, Beauvais, Creil et Pont-Sainte-Maxence sont les plus actifs.

(40) Ancien Secours Rouge International, le S.P.F. est dirigé par un cheminot creillois SOUCHE. Les Comités de Chambly et Nogent sont les plus actifs.

qu'entraînent l'apparition des loisirs rendus possible par la semaine des 40 heures (41).

L'activité de toutes ses organisations où l'on retrouve toujours les mêmes hommes

et les mêmes femmes pâtira de la démobilité consécutive à la déception enregistrée à la fin de l'année 1937 et pendant l'année 1938.

750  
3<sup>au</sup> 914137

## O I S E

### Union Locale des Syndicats de Creil COMMISSION DU COUT DE LA VIE

I. — Alimentation

La Commission, dans sa réunion du 18 mars, a relevé les prix suivants .

|                              | Sept. 1935 | Mai 1936 | Oct. 1936 | Déc. 1936 | Mars 1937 |
|------------------------------|------------|----------|-----------|-----------|-----------|
| Pain .....                   | 1 52       | 1 60     | 2 15      | 2 15      | 2 25      |
| Bœuf, plat de côte .....     | 6 90       | 8 15     | 9 90      | 9 "       | 9 "       |
| Veau, poitrine .....         | 8 20       | 11 10    | 9 90      | 14 "      | 15 "      |
| Mouton, poitrine .....       | 4 75       | 4 85     | 9 "       | 9 "       | 10 "      |
| Porc, jambonneau .....       | 9 65       | 9 65     | 12 60     | "         | "         |
| Lard gras .....              | 7 65       | 8 "      | 15 50     | 13 50     | 11 "      |
| Saindoux .....               | 4 60       | 6 05     | 9 50      | 10 80     | 10 80     |
| Beurre de table .....        | 17 05      | 16 15    | 18 "      | 20 "      | 24 "      |
| Fromage de Gruyère .....     | 14 "       | 14 "     | 14 40     | 14 60     | 16 60     |
| Œufs: la douzaine .....      | 7 60       | 6 15     | 9 60      | 9 60      | 6 "       |
| Lait .....                   | 1 15       | 1 20     | 1 40      | 1 50      | 1 50      |
| Pommes de terre, le kilo ... | "          | "        | 0 60      | 0 75      | 0 75      |
| Haricots Suisse .....        | 4 "        | 4 "      | 4 "       | 5 60      | 5 60      |
| Sucre en morceaux .....      | 3 45       | 4 30     | 5 "       | 5 "       | 4 50      |
| Huile de table .....         | 6 45       | 6 45     | 7 20      | 7 20      | 7 25      |
| Chocolat .....               | 11 45      | 10 75    | 12 60     | 12 60     | 12 60     |
| Vin rouge 9°5 .....          | 1 75       | 1 90     | 2 20      | 2 30      | 2 50      |
| Savon, le kilo .....         | 3 40       | 3 30     | 4 "       | 4 20      | 4 60      |
| Charbon (boulets), sac 50 k. | "          | 8 "      | 9 "       | 11 "      | 13 50     |

II. — Habillement

Les prix s'entendent pour des articles de qualité ordinaire .

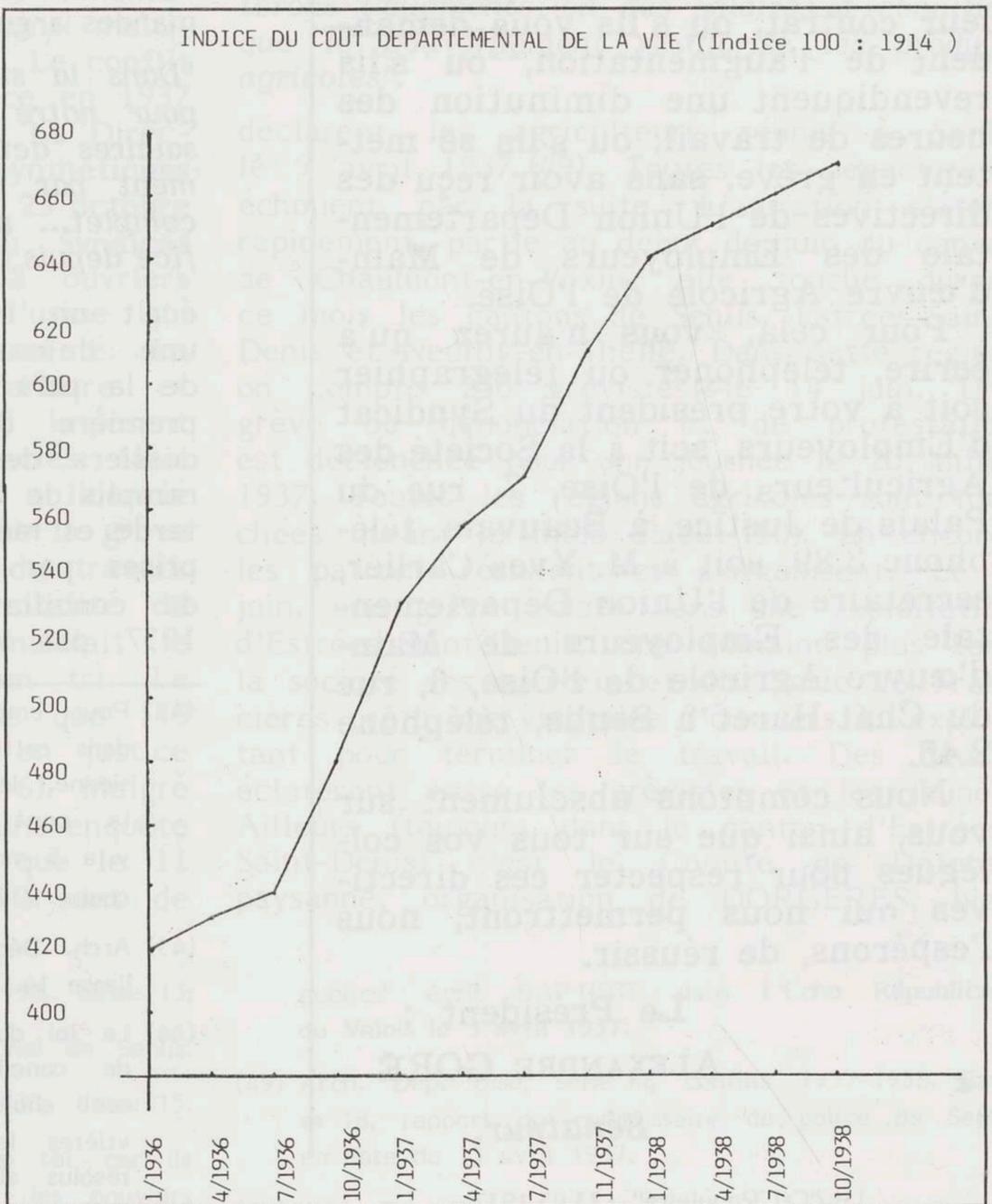
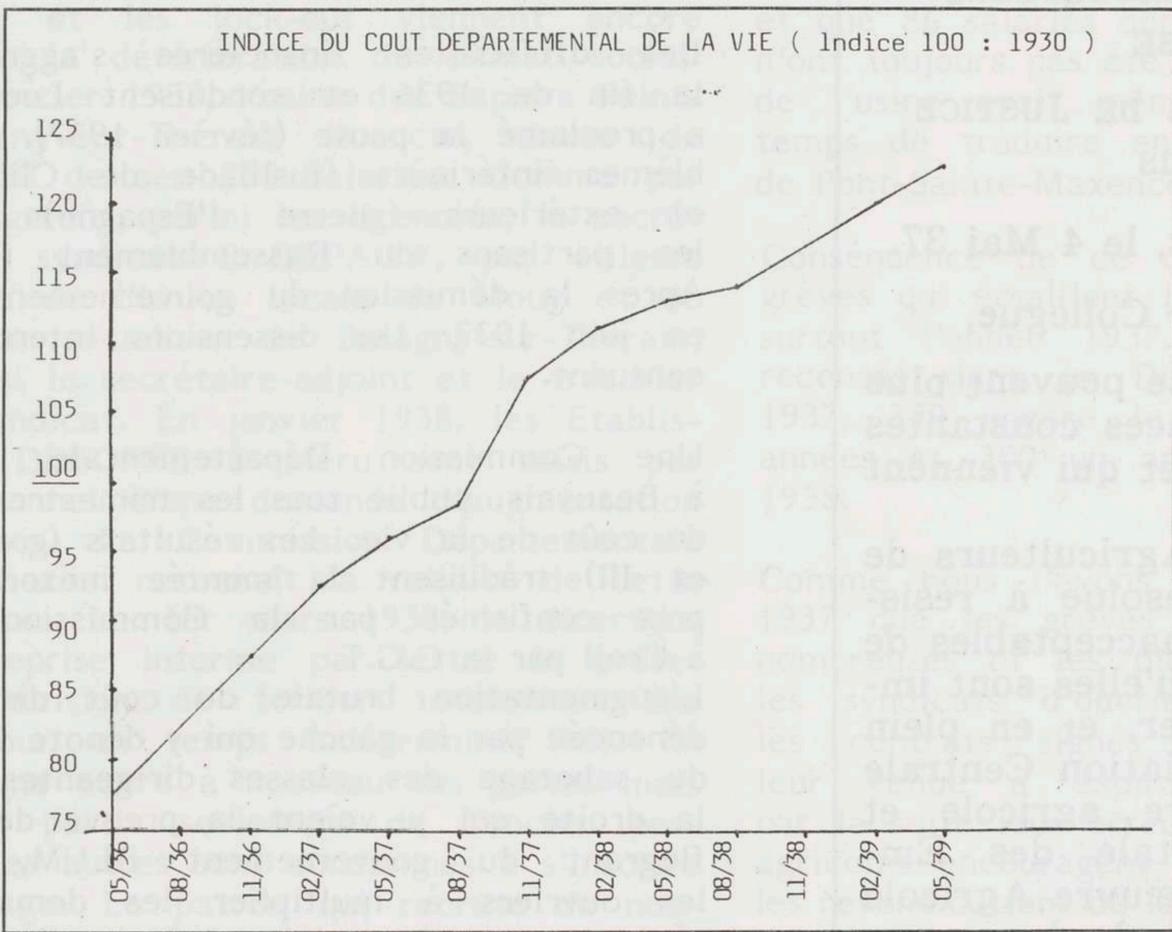
|   |       |       |       |
|---|-------|-------|-------|
| Vêtements de travail coton bleu, la paire ..... | 20 "  | 30 "  | 41 "  |
| Vêtements de travail molleskine, la paire ..... | 60 "  | 68 "  | 80 "  |
| Cottes bretelles coton bleu .....               | 35 "  | 45 "  | 57 "  |
| Blouse de travail pour hommes .....             | 29 "  | 35 "  | 45 "  |
| Vareuse de travail pour hommes .....            | 39 "  | 49 "  | 69 "  |
| Vêtement de travail imperméable .....           | 50 "  | 59 "  | 79 "  |
| Pantalon dépareillé .....                       | 25 "  | 35 "  | 39 "  |
| Chaussures de travail .....                     | 45 "  | 52 "  | 59 "  |
| Chemise de travail .....                        | 20 50 | 23 "  | 25 50 |
| Chaussettes de travail .....                    | 5 50  | 6 90  | 7 25  |
| Tricots .....                                   | 32 "  | 39 "  | 45 "  |
| Caleçons ou maillots .....                      | 18 90 | 11 50 | 13 50 |
| Costumes pour enfants .....                     | 35 "  | 49 "  | 55 "  |
| Tabliers pour enfants .....                     | 13 "  | 15 "  | 19 "  |
| Blouses pour dames .....                        | 10 "  | 12 "  | 20 "  |
| Gulottes pour enfants .....                     | 10 "  | 12 50 | 16 "  |

Sans commentaires !

Le responsable: Jacques MACÉ.

Document n° 5 : Commission du coût de la vie CGT  
(Le Travailleur Somme-Oise 3 au 9 Avril 1937)

(41) Animée par un habitant de Villers-Saint-Paul Pierre ROBERT et un conseiller municipal socialiste de Creil, MERELLE, la F.S.G.T. regroupe des clubs de football, athlétisme, marche, natation, basket, cyclisme, cyclotourisme et... boules.



**SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS  
DE L'OISE**

**7, RUE DU PALAIS DE JUSTICE  
BEAUVAIS**

**Beauvais, le 4 Mai 37.**

**Monsieur et Cher Collègue,**

Les cultivateurs ne peuvent plus vivre avec les menaces constantes qui pèsent sur eux et qui viennent de la C. G. T.

La Société des Agriculteurs de l'Oise, fermement résolue à résister aux exigences inacceptables de la C. G. T., parce qu'elles sont impossibles à appliquer, et en plein accord avec l'Association Centrale de la Main-d'œuvre agricole et l'Union départementale des Employeurs de Main-d'œuvre Agricole de l'Oise, vous demande de ne rien faire, si vos ouvriers dénoncent leur contrat, ou s'ils vous demandent de l'augmentation, ou s'ils revendiquent une diminution des heures de travail, ou s'ils se mettent en grève, sans avoir reçu des directives de l'Union Départementale des Employeurs de Main-d'œuvre Agricole de l'Oise.

Pour cela, vous n'aurez qu'à écrire, téléphoner ou télégraphier soit à votre président du Syndicat d'Employeurs, soit à la Société des Agriculteurs de l'Oise, 7, rue du Palais de Justice, à Beauvais, téléphone 3.89, soit à M. Yves Carlier, secrétaire de l'Union Départementale des Employeurs de Main-d'œuvre Agricole de l'Oise, 6, rue du Chat-Haret à Senlis, téléphone 2.45.

Nous comptons absolument sur vous, ainsi que sur tous vos collègues pour respecter ces directives qui nous permettront, nous l'espérons, de réussir.

**Le Président :  
ALEXANDRE GORÉ**

*Sénateur.*

Le "Cri Populaire" 23.05.1937

**1937-1938 : Du doute à la rupture :**

Les difficultés financières s'aggravent à la fin de 1936 et conduisent Léon BLUM à proclamer la pause (février 1937). Les problèmes intérieurs (fusillade de Clichy (42)) et extérieurs (guerre d'Espagne) troublent les partisans du Rassemblement Populaire. Après la démission du gouvernement BLUM, en juin 1937, Les dissensions internes s'accroissent.

Une Commission Départementale, installée à Beauvais, publie tous les trimestres l'indice du coût de la vie. Les résultats (graphique II et III) traduisent la montée inexorable des prix confirmée par la Commission établie à Creil par la C.G.T.

L'augmentation brutale du coût de la vie, dénoncée par la gauche qui y dénote la preuve du sabotage des classes dirigeantes et par la droite qui y voit la preuve de l'échec flagrant du gouvernement BLUM, conduit les ouvriers à multiplier les demandes de réajustement de salaires. Mais le patronat désormais contre-attaque. Il rejette ces demandes arguant des difficultés des entreprises :

*"Dans la situation actuelle, il est préférable pour notre personnel de travailler avec les salaires actuels que de nous amener fatalement par suite de mévente à un chômage complet... notre affaire n'a fait aucun bénéfice depuis de nombreuses années"*

écrit un industriel mouysard en réponse à une demande d'augmentation de salaires de la part de ses ouvriers en mars 1938 (la première depuis novembre 1936) (43). Les dossiers des Archives Départementales sont remplis de lettres du même type. Le patronat tarde et même refuse d'appliquer les décisions prises par les Commissions Départementales de conciliation, mises en place en janvier 1937, par les arbitres et les surarbitres (44).

(42) Pour empêcher la tenue d'une réunion du P.S.F. dans cette commune ouvrière de la banlieue parisienne, les partis du Front Populaire appellent à la contre-manifestation. La police intervient, il y a 5 morts. Le Gouvernement BLUM vient de faire couler le sang des ouvriers.

(43) Arch. Dép. Oise, série M, conflits du travail 1938, liasse 14.

(44) La loi du 31 décembre 1936 instaure trois degrés de conciliation. Les membres de ces organismes sont choisis par les organisations patronales et ouvrières les plus représentatives. Les conflits non résolus au niveau d'une instance sont transmis à l'échelon supérieur.

Les licenciements de délégués et responsables syndicaux et les lock-out viennent encore ajouter à la détérioration du climat social. Le 1er février 1938, l'usine des Papiers Peints à Balagny-sur-Thérain licencie, faute de travail, 20 de ses 250 salariés. Comme par hasard figurent, parmi les licenciés, le secrétaire du syndicat E. DEPAUW, par ailleurs secrétaire de l'Union locale de Mouy et de la section socialiste de Balagny-sur-Thérain, mais aussi le secrétaire-adjoint et le trésorier de ce syndicat. En janvier 1938, les Etablissements DEBOFFE à Méru sont saisis par leur personnel d'une demande d'augmentation de salaires. La Commission Départementale de conciliation reconnaît la validité de cette réclamation. Le 1er mars 1938, le directeur de l'entreprise informe par lettre le préfet de sa décision de fermer totalement son usine "pour un temps indéterminé" (45). En mai, l'usine ouvre à nouveau ses portes mais avec une partie seulement de l'ancien personnel. Les autres sont condamnés à s'inscrire au chômage. Le patron qui recrute de nouveaux ouvriers refuse de se faire représenter à la Commission Départementale de conciliation le 27 mai 1938. On pourrait ainsi multiplier les exemples en 1937 et 1938. Le conflit de la SALPA à Pont-Sainte-Maxence en 1937 me semble tout à fait exemplaire. La Direction de cette fabrique de cuirs synthétiques décide de licencier deux ouvriers le 23 octobre 1937. L'un est le secrétaire du Syndicat C.G.T.. Le 26 octobre, les 238 ouvriers décident la grève et occupent l'usine qui sera cependant évacuée le soir même. La Commission Départementale, l'arbitre et le surarbitre (18 novembre 1937) imposent la reprise des deux ouvriers licenciés. Mais depuis le 3 novembre, la Direction a licencié tout le personnel en dénonçant dans la grève une rupture du contrat collectif de travail. Elle refuse de réembaucher la totalité de son personnel comme lui recommandait le surarbitre et préfère effectuer un tri. Le 29 novembre 1937, elle n'a repris que 140 salariés sur les 280 et poursuit en justice 12 ouvriers pour faits de grève (46). Malgré les pressions venues de toute part, une enquête de l'inspecteur du travail signale que le 11 février 1938 sur 185 ouvriers, 140 sont de

l'ancien personnel et 45 sont des nouveaux et que 86 salariés dont 10 agents de maîtrise n'ont toujours pas été repris (47). La Direction de l'usine avait même envisagé pendant un temps de traduire en justice la municipalité de Pont-Sainte-Maxence.

Conséquence de ce climat social tendu, les grèves qui émaillent les années 1937 et 1938, surtout l'année 1937. Il y a 710 grévistes recensés dans le Département le 20 mars 1937, 359 encore le 10 avril de la même année et 300 un an plus tard, le 6 avril 1938.

Comme nous l'avons vu plus haut, c'est en 1937 que les grèves agricoles sont les plus nombreuses et les plus dures. Au printemps, les syndicats d'ouvriers agricoles dénoncent les contrats signés l'été précédent avant leur venue à expiration. Ils reconnaîtront par la suite leur erreur (48). Les organisations agricoles encouragent leur adhérent à refuser les revendications de la C.G.T. :

*"Plutôt la grève que notre ruine. Nous accepterons l'augmentation des salaires à condition que le gouvernement revalorise les produits agricoles".*

déclarent les agriculteurs réunis à Senlis le 9 avril 1937 (49). Toutes les négociations échouent par la suite. L'agitation s'étend rapidement, partie au début de juin du canton de Chaumont-en-Vexin, elle touche durant ce mois les cantons de Senlis, Estrées-Saint-Denis et Neuilly-en-Thelle. Dans cette région, on compte 250 grévistes le 14 juin. Une grève de dénonciation et de protestation est déclenchée pour une journée le 20 juillet 1937. Toutes les régions agricoles sont touchées durant le mois d'août (50). Là encore, les patrons résistent et s'organisent. Le 7 juin, une grève éclate dans une exploitation d'Estrées-Saint-Denis, une semaine plus tard la société des sucrerie et distillerie de Francières prête une vingtaine d'ouvriers à l'exploitant pour terminer le travail. Des heurts éclateront entre les grévistes et les jaunes. Ailleurs (toujours dans le canton d'Estrées-Saint-Denis) c'est le Comité de Défense paysanne, organisation de DORGERES, bien

(45) Arch. Dép. Oise, série M, conflits 1938, liasse 13;

(46) Ils seront tous acquittés par le Tribunal de Senlis.

(47) Arch. Dép. Oise, série M, conflits 1938, liasse 15.

(48) "Nous avons prévenu les patrons trop tôt car ils en profitent pour tacher d'influencer les pouvoirs

publics" écrit BAPTISTE dans **L'Echo Républicain du Valois le 3 avril 1937.**

(49) Arch. Dép. Oise, série M, conflits 1937-1938, liasse 18, rapport du commissaire de police de Senlis en date du 11 avril 1937.

(50) Arch. Dép. Oise, série M, conflits agriculture.

# L'OISE PAYSANNE

Organe Mensuel de la Fédération Agraire de l'Oise

ABONNEMENTS

Un an ..... 10 fr.  
Six mois ..... 6 fr.



RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
61, rue de Paris — BRETEUIL  
TÉLÉPHONE 60

Directeur Politique : Pierre DEROGY



Pour tout ce qui la concerne  
s'adresser à nos bureaux

PUBLICITÉ

C. C. Post. Paris 1982.69

## APPEL AUX ÉLECTEURS DU CANTON DE CRÈVECŒUR

Mes Chers Concitoyens,

Je viens de terminer mes visites personnelles dans toutes les communes du canton, à les faire, aussi nombreuses que possible. Sans ménager ni mon temps, ni ma peine, je me suis particulièrement appliqué.

C'est que,  
venant chez vous,  
dans le cadre de votre famille,  
ce votre travail,  
de vos soucis,  
de vos responsabilités,

j'étais le plus à même d'étudier, de plus près, vos intérêts et de connaître comment, PAR UNE COLLABORATION CONSCIENTE ET UNE PRESENCE, NON MOINS CONSTANTE, je pouvais le mieux vous servir.

Votre Conseiller Général

La monnaie n'est plus un signe solide. Elle varie, d'un moment à l'autre et toute notre économie se trouve bouleversée. En quelques mois, le Front Populaire vous a conduit à une anarchie ruineuse.

Seules, l'union et la réconciliation nationales, aideront à relever le pays. Elles lui donneront, de nouveau, confiance en lui. N'oubliez pas que le travail agricole est la seule richesse de la France.

Qu'il ne sera fécond que dans le calme et dans l'ordre.

### Un avertissement éloquent à retenir

De retour d'un voyage en Europe Centrale, M. Edouard Herriot vient de donner aux Français un avertissement, qu'ils auront tout intérêt à retenir :

« Le monde entier, — a-t-il dit, — a les yeux tournés vers votre France... »

implantée dans ce canton, qui transporte d'une ferme à l'autre les ouvriers non grévistes pour casser les grèves.

On assiste parallèlement à un redéploiement des forces politiques de droite. Les partis de la droite traditionnelle réagissent très vite à leur défaite électorale et en analyse les causes d'une façon relativement pertinente. Dès le 18 juillet 1936 est créée l'U.R.S.O. (Union Républicaine et Sociale de l'Oise) ; son but (51) :

*"Union de tous les citoyens sur un terrain avant tout national et républicain pour réaliser par la propagande des idées de patriotisme, d'ordre et de liberté du travail, la protection de l'épargne, la défense de la propriété et le progrès social et aussi par une organisation sociale électorale méthodique dans le respect des croyances et des libertés de chacun la paix intérieure et extérieure et les réformes utiles à la prospérité économique du pays".*

C'est en fait un "super-parti" qui s'assigne pour but l'unification de la propagande et des candidatures pour toutes les élections des partis de droite. L'U.R.S.O. qui affirme reprouver toutes les dictatures et n'exclure personne en-dehors des marxistes et des communistes organise régulièrement à partir de janvier 1937 des banquets mensuels au cours desquels des personnalités politiques et des journalistes nationaux viennent faire des conférences.

A l'extrême droite apparaissent deux partis qui vont concurrencer les partis traditionnels et surtout rencontrer un succès certain que traduit le gonflement de leurs effectifs. Il s'agit d'une part du Parti Social-Français (P.S.F.) créé en juin 1936 par le Colonel de la ROCQUE pour remplacer les Croix de Feu dissous par le gouvernement BLUM d'autre part du Parti Populaire Français (P.P.F.), créé en juin 1936 aussi, par l'ancien dirigeant communiste Jacques DORIOT.

Le P.S.F. semble avoir rencontré un succès indéniable dans le département (52). En 1937, la section de Clermont ne trouve plus de local suffisamment vaste pour accueillir

(51) *La Tribune de l'Oise* du 8 août 1936.

(52) C'est un phénomène national, selon P. MACHEFER, les effectifs du P.S.F. seraient largement supérieurs, en 1937, à ceux du P.C. ou de la S.F.I.O.

(53) L'éditorial est régulièrement signé par Pierre MARTELET, secrétaire des syndicats professionnels.

ses adhérents. Les journaux ouvrent largement leurs colonnes aux communiqués du parti et rendent compte des activités qu'il déploie. C'est le cas de *La Tribune de l'Oise, des Nouvelles du Valois* et surtout du *Semeur de l'Oise* qui peut être considéré en 1938-1939 comme l'organe officiel du P.S.F. (53). Les réunions publiques et privées se multiplient dans le but de densifier le réseau des sections du parti, elles sont souvent troublées par des contre-manifestations organisées par les partis du Front Populaire et quelques fois les municipalités socialistes en interdisent la tenue sur le territoire de leur commune. C'est le cas en février 1937 à Méru (54) et à Crépy-en-Valois le 22 février 1938. Le P.S.F. dispose de sections dans de nombreux cantons mais plus particulièrement dans le Compiègnais. Le Beauvaisis semble lui être plus réfractaire. Clermont et Compiègne restent le fief du mouvement qui dispose d'une implantation proche de celle de la droite traditionnelle. En 1937, le P.S.F. reçoit un renfort de poids puisque Jean LEGENDRE devient le délégué à la propagande (55).

Le P.P.F. dont les effectifs sont sûrement inférieurs que ceux du P.S.F. recrute surtout dans les centres urbains et industriels : bassin creillois, Mouy, Crépy-en-Valois et Beauvais. De très violents incidents marquent une réunion du parti le 3 mars 1938 dans cette dernière commune. Signe des temps deux adhérents du P.P.F. sont les représentants uniques de la droite lors des élections cantonales de l'automne 1937. CORNETTE, ajusteur, n'obtient que 222 voix (6,7 % des inscrits) dans le canton de Saint-Just-en-Chaussée mais Marcel FAVARD, à Crépy-en-Valois, recueille 25 % des inscrits face au député-maire VASSAL.

Pour terminer ce tableau des forces politiques de droite, il faut mentionner deux organisations se réclamant du monde agricole. Après une période de difficultés, le Parti Agraire et Paysan Français (P.A.P.F.) se reconstitue en février 1936 à Creil autour

(54) Les 700 participants se retrouvent dans la commune voisine de Amblainville.

(55) Voir à ce propos : Jean LEGENDRE : Propos d'un homme de droite, édition DAELMAN, Compiègne, 1984. Page 23.

15 ou  
21/5137

## La belle réponse d'un militant

Depuis longtemps nous savons que malhonnêteté et canaillerie sont synonyme de doriotisme. Plus personne ne peut plus être trompé par l'aventurier que nous avons démasqué et chassé de notre parti.

A Pont-Sainte-Maxence, les ennemis du peuple l'ont adopté et le brandissent comme une loque sale.

Ces traîtres à leur pays, qui subventionnent les ennemis de la France et offraient dernièrement une épée d'honneur à Franco, l'assassin de femmes et d'enfants. Ces organisateurs de désordre et de guerre civile, sous l'anonymat lâche et facile de la Fédération de l'Oise du P.P.F., publiaient dernièrement à des milliers d'exemplaires un tract intitulé: « Appel à la population de la région de Senlis et de Pont-Ste-Maxence », où, au travers d'une histoire rocambolesque sur le départ d'un camarade en Espagne, ils insultaient et calomniaient des militants communistes de Pont-Sainte-Maxence.

Ces Messieurs que nous connaissons bien et qui prochainement seront appelés à nous rendre des comptes sur leurs insultes, prétendent que nous avons employé des moyens de terreur pour traquer et expédier par force en Espagne notre camarade Renaud Raymond, membre de la Cellule locale.

Ces exploités ne peuvent comprendre dans leur égoïsme sordide ce qu'il y a de dévouement et de générosité parmi les travailleurs et jalousement demandent quel prix Staline et Largo Caballero ont bien pu nous payer pour faire une telle besogne.

Le secrétaire de la section, mis en cause par le tract des fascistes, vient de recevoir la belle lettre que nous publions intégralement.

Espagne, le 20-4-37.

« Mon cher Camarade,

En réponse au tract que tu m'as communiqué et à ta lettre du 13 courant qui m'a fait un grand plaisir, voici quelques explications:

« Les fascistes veulent savoir comment je suis venu ici, c'est simple,

je suis venu ici sans le concours de personne; je suis ici pour combattre le fascisme et défendre nos libertés. Tu me dis qu'avec quelques camarades de la Cellule vous avez été l'objet des plus viles calomnies de la part des traîtres de Pont. J'ai, camarade, gagné l'Espagne par mes propres moyens; encore une fois, je te le dis, sans le concours d'aucun, ni d'aucune organisation; si je suis ici c'est pour écraser les lâches et traîtres fascistes internationaux; tu peux leur dire à Pont, tu peux publier ma lettre dans notre « Travailleur » et leur répondre à ces fainéants que nous sommes ici pour les écraser.

« Ici, tout marche à merveille, les fascistes reculent sur tous les fronts et bientôt nous serons victorieux et pourrons revenir dans nos foyers la tête haute. Depuis quelque temps, beaucoup de fascistes passent dans nos lignes.

« Tu me demandes si j'ai besoin de quelques sous pour améliorer l'ordinaire: merci, mon camarade, mais nous avons tout notre nécessaire; il ne nous manque que quelques cigarettes et si les camarades de Pont veulent m'en envoyer un petit colis cela me ferai un bien grand plaisir.

« Ecoute, camarade, au sujet de leurs viles calomnies, ne te fais surtout pas de chagrin car ici nous les purgeons dans les grandes largeurs; j'espère bientôt revenir victorieux, je leur fermerai à tous leurs gueules, car tous, autant qu'ils sont, ces lâches fainéants, n'oseront pas répondre.

« Je termine ma lettre, camarade, en te souhaitant bien le bonjour, ainsi qu'à tous les camarades de la Cellule.

« Bien fraternellement, camarade,  
RENAUD Raymond.

P.-S. — Je suis fier ici, car je suis content aussi de ce que vous avez fait pour les enfants d'Espagne.

× × ×

Cette belle réponse est digne d'un communiste et nous aussi nous sommes fiers d'avoir de tels hommes dans notre grand parti.

Les insultes des ennemis de la liberté ne peuvent nous atteindre. Au contraire, nous sommes heureux de constater une fois de plus que les coups de la réaction ne sont réservés qu'aux communistes. Ceci prouve une fois de plus que nous sommes dans la bonne voie et que par conséquent nous devons continuer.

Enfin, plus que jamais nous appellerons nos camarades socialistes à former avec nous le grand parti politique si impatientement attendu de tous les travailleurs, et en attendant cette réalisation que tous les inorganisés nous rejoignent.

du Conseiller Général de Breteuil, Pierre DEROGY. Contrairement aux deux autres partis précédents, le P.A.P.F. dispose de deux élus au Conseil Général (56). Le Vice-Président du Parti est un adjoint au maire de Compiègne, Marcel COTEL. Le P.A.P.F. publie à partir de janvier 1937, *L'Oise Paysanne*, mensuel imprimé à l'encre verte. D'abord simple bulletin de liaison, le journal accentue en 1938 son caractère politique et s'assure la collaboration de "grandes plumes" du département : REVERDY DE SALVAGERE et Jean MORNAY (57). Le 9ème Congrès National du P.A.P.F. se tient à Compiègne le 28 février 1937 et s'achève par l'inauguration d'un monument dédié à Fleurant AGRICOLA (58). L'implantation du parti se limite aux cantons de Breteuil, Froissy et Crèvecœur-le-Grand (59). Le premier numéro de *L'Oise Paysanne* (janvier 1937) présente le programme du P.A.P.F. :

*"... Parti politique du centre... la classe paysanne ne compte pas que des cultivateurs, les petits artisans de nos campagnes, les petits commerçants de nos chef-lieux, les ouvriers de nos petites industries, les petits fonctionnaires, les malheureux rentiers sont autant de catégories qu'il défend, leurs intérêts étant solidaires... c'est avec le bulletin de vote qu'il faut défendre ses droits..."*

Les Comités de défense paysanne appartiennent à un autre type de parti. On a parlé à leur égard de "fascisme vert". Leur chef et fondateur DORGERES vient à Grandfresnoy en juin 1937 et réunit 8 000 personnes, sa venue l'année suivante à Bresles est marquée par de violents incidents. Rappelons que ce mouvement agit surtout contre les grèves déclenchées par les syndicats C.G.T. de l'agriculture : à Estrées-Saint-Denis en 1937, à Tricot en juin 1938.

En dépit des difficultés qui marquent l'année 1937 pour les partisans du Rassemblement Populaire, l'espoir et l'enthousiasme subsistent. Les élections municipales partielles de cette

année sont favorables aux candidats du Front Populaire. C'est le cas à Brenouille, à Breuille-Sec et dans d'autres communes et surtout à Chantilly où lors du premier tour le 11 avril 1937 les trois candidats de gauche (un radical, un socialiste et un communiste) recueillent plus de 27 % des inscrits et au deuxième tour (bien que battus) atteignent 34,6 %. Le 1er mai 1937 est l'un des plus suivis dans l'histoire du département : meetings, manifestations, défilés, bals et concerts connaissent une affluence considérable : 6 000 personnes à Creil, 2 000 à Mouy, 1 000 à Méru, 1 000 à Sain-Just-en-Chaussée, 1 500 à Pont-Sainte-Maxence, 800 à Clermont, 250 à Senlis, 500 à Ribécourt, 400 à Liancourt, 500 à Chambly, 200 à Crépy-en-Valois... (60). En revanche, toujours selon les organisations ouvrières, le 1er mai 1938 sera bien terne, sauf à Thourotte.

L'aide aux Républicains espagnols me semble appartenir au même état d'esprit. Cette solidarité est multiforme : quêtes, collectes, accueil des enfants et des réfugiés, participation aux Brigades Internationales, elle prend parfois des formes plus originales, c'est ainsi que la Municipalité de Clermont adopte en février 1938 la petite ville de Reus en Catalogne et s'engage à collecter 10 000 francs en deux mois pour faire vivre cette ville. On retrouve dans le département les options nationales. Le parti communiste, la C.G.T. et la gauche du parti socialiste (dominante dans le département) condamnent la politique de non-intervention et manifestent de façon très active leur soutien aux Républicains espagnols. Lorsqu'il défend la position du gouvernement BLUM, BIONDI le fait plus par nécessité que par conviction.

Toutes les réunions des organisations de gauche se terminent par des quêtes en faveur "de nos frères espagnols" ; des collectes et quêtes sont organisées dans les rues, certaines municipalités (Angy, Mogneville) ouvrent la mairie pour collecter des fonds. La C.G.T. (61), le Parti communiste et le Secours Popu-

(56) Outre DEROGY, le Conseiller Général de Nivillers DUPONT.

(57) Porte-parole officiel de la collaboration pendant la guerre dans *La Tribune de l'Oise*.

(58) Voir l'article de J. BERNET : "Un compiègnais célèbre entre les deux guerres : Fleurant AGRICOLA, fondateur du Parti agraire". A.H.C. n° 6, avril 1979.

(59) Lors des cantonales de 1937, DEROGY se présente à Crèvecœur contre le Conseiller sortant, Député

radical et Président du Conseil Général Jammy SCHMIDT. Il le distance au premier tour (671 voix contre 602) mais J. SCHMIDT est réélu au deuxième tour (778 voix contre 718) grâce aux désistements des candidats socialiste et communiste .

(60) Tous ces chiffres sont tirés du *Cri Populaire de l'Oise* et du *Travailleur de Somme-Oise*.

(61) Le Syndicat des métaux de Creil collecte 1 715 francs 15 en août 1936 et le Syndicat des Forges 643 francs en octobre.

laire de France (62) obtiennent les meilleurs résultats.

En septembre 1936, les premiers appels pour recevoir des enfants espagnols apparaissent dans la presse. En juin 1937, des "gosses" arrivent à Thourotte, quelques mois plus tard c'est à Creil :

*"Le 1er septembre 1937 sont arrivés 26 enfants d'Espagne sous la conduite du camarade SOUCHE, du Secours Populaire Français, et du camarade RIDOUX du Syndicat du Bâtiment... le camarade SOUCHE regrette infiniment de n'avoir pu donner satisfaction à toutes les familles qui en avaient fait la demande..." (63).*

Des Comités d'accueil se constituent à la fin de 1937 et en 1938 quand les réfugiés beaucoup plus nombreux sont placés dans des municipalités, de Front Populaire dans tous les cas.

Certains décident d'agir plus radicalement et s'engagent dans les Brigades Internationales pour combattre aux côtés des Espagnols. Le nombre des miliciens oisiens est actuellement impossible à déterminer. Il faudra pour cela que les volumes du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français sur la période soient tous parus et que j'ai pu les comparer à mon fichier. Dans l'état actuel de mes connaissances, grâce essentiellement à la presse, j'en dénombre 12 :

- BOUTEVILLE Aimé, ouvrier agricole de Tracy-le-Mont.
- CADOT André de Béthisy-Saint-Pierre, volontaire du 12 novembre 1936 à novembre 1938.
- BERTHOMIER Kléber de Thury-sous-Clermont.
- DECAUX de Montataire "parti il y a environ deux mois" selon *Le Travailleur de Somme-Oise* du 20 au 27 février 1937.
- DELAHAYE Emile, Léon, de Compiègne, volontaire de novembre 1936 à septembre 1937.
- GUILLEMETTE Raymond de Grandvilliers.
- LAROCHE de Crépy-en-Valois.
- LEUILLIER Maurice, ouvrier agricole de Versigny.

(62) Cette organisation collecte à Creil 468 francs 35, le 14 février 1937 et 3 409 francs 75, lors de la Journée Nationale du 31 octobre 1937.

(63) *Le Travailleur de Somme-Oise* du 18 au 24 septembre 1937.

(64) *Le Travailleur de Somme-Oise* publie en 1937 plu-

- PRINGUET Marcel, maçon de Breteuil.
- RENAUD Raymond, de Pont-Sainte-Maxence, qui préside un meeting lors de son retour en juin 1937.
- TILLIER Henri, de Noyon, il s'engage en janvier 1937 à 25 ans et serait mort le 14 mars 1937 d'après *Le Travailleur de Somme-Oise* du 29 janvier au 4 février 1938 (64).

Au cours de l'année 1938, les problèmes extérieurs élargissent les lézards du Front Populaire et les premières décisions du gouvernement DALADIER enveniment les relations au sein des Comités du Front Populaire. *Le Cri Populaire de l'Oise* réclame la démission de AUBAUD et DUPUIS qui pour avoir voté les pleins pouvoirs à DALADIER sont accusés d'avoir rompu le contrat qui les liait à leurs électeurs. BIONDI attaque de plus en plus souvent les communistes (65) tandis que ses camarades dans certaines communes constituent des Comités d'Entente Socialo-Communiste destinés à préparer l'unification des deux partis prolétariens (66). Je ne rendrai pas compte ici des débats qui secouent la S.F.I.O. sur le problème de la paix. Ce serait trop long et je me propose d'aborder ce problème dans un prochain article.

Des grèves avaient marqué le triomphe du Front Populaire, une grève marque sa rupture.

Lors de son arrivée à la tête du gouvernement, le 12 avril 1938, DALADIER, chef du Parti radical et radical-socialiste, obtient les pleins pouvoirs économiques et financiers. Il procède à une troisième dévaluation du franc et prend toute une série de mesures d'ordre budgétaires (augmentation des impôts, crédit pour de grands travaux et surtout pour le réarmement). Le 21 août, il déclare vouloir remettre la France au travail annonçant ainsi l'assouplissement des 40 heures et des facilités pour la pratique des heures supplémentaires. Il rend public, les 12 et 13 novembre, une série de décrets-lois : augmentation des impôts, suppression de postes budgétaires dans le service public, assouplissement du contrôle des prix, légère augmentation du traitement des fonctionnaires, des retraites et des allo-

sieurs photographies de miliciens sans mentionner malheureusement leur nom. La photographie de TILLIER est cependant accompagnée de son identité.

(65) Voir en particulier l'article "Unité, Unité !" paru dans *Le Cri Populaire* du 10 avril 1938.

(66) A Mouy,

(66) A Mouy, à Chambly et à Clermont.

cations familiales et surtout démantèlement des 40 heures. Les décrets prévoient en effet des sanctions pouvant aller jusqu'à des amendes ou des peines de prison ferme pour ceux qui refuseront ou provoqueront le refus des heures supplémentaires. Le P.C. et la S.F.I.O. dénoncent ces décrets-lois, la C.G.T., alors en congrès à Nantes et divisée sur le problème de la paix, charge sa Commission administrative d'organiser la riposte. Le patronat applique très vite les décrets-lois et la C.G.T. se résoud à la grève générale de 24 heures fixée au 30 novembre.

La grève est inégalement suivie. La situation varie d'une région à l'autre, d'une branche industrielle à l'autre. Dans le secteur public, les réquisitions et la démobilisation de certains syndiqués touchés par l'esprit munichois ont joué fortement contre le mouvement.

Dans l'Oise, les Syndicats organisent la semaine précédant la grève des réunions publiques pour expliquer les motivations de celle-ci mais aussi pour réveiller, sans doute, l'ardeur des syndiqués. A Clermont, le 26 novembre, les assistants :

*"se déclarent prêts à l'action malgré les menaces dictatoriales du gouvernement... font confiance à la C.G.T. pour arrêter la poursuite de la régression sociale et pour éviter à notre pays la honte d'une réaction capitaliste, prélude du fascisme... lèvent la séance en manifestant leur désir de voir le gouvernement actuel rapidement remplacé par un gouvernement conforme à la volonté exprimée aux élections de 1936"* (67).

A Creil, 4 000 personnes applaudissent l'ordre de grève générale ; à Montataire, ils sont 2 000 à réagir de la même façon. Dans ces deux communes, le meeting est suivi de manifestations dans les rues. Le meeting de Mouy, toujours le 26 novembre, s'achève aux cris de :

*"DALADIER, RAYNAUD, BONNET à la porte ! Abas les décrets-lois ! Les chambres au travail ! Sept mois de vacances c'est trop ! Vive l'Union locale ! Vive la C.G.T. ! Vive l'Internationale"* (68).

Les dossiers des Archives Départementales

(67) *Le Cri Populaire de l'Oise* du 4 décembre 1938.

(68) *Le Cri Populaire de l'Oise*, du 4 décembre 1938.

(69) *Les Nouvelles du Valois*, 3 décembre 1938. La se-

main suivante, ce journal titre : La C.G.T. en débâcle : la victoire de la vraie France.

sont malheureusement très pauvres en renseignements sur la grève du 30 novembre, ils sont en revanche beaucoup plus riches en rapports sur la répression qui suit. La presse ouvrière est peu loquace ce qui tendrait à prouver le faible impact du mouvement. C'est la presse de droite qui nous fournit le bilan de la grève. Les chiffres sont donc à manier avec beaucoup de précautions. La droite a tout intérêt à minimiser l'ampleur de la grève :

*"Le mouvement de grève n'a affecté qu'un nombre infime de travailleurs.*

*L'ordre de grève générale n'a pas été suivi dans l'Oise sauf toutefois dans la région de Creil.*

*Les services publics ont fonctionné normalement partout, 5 postiers et 9 cheminots ont fait grève à Creil.*

*Dans l'arrondissement de Beauvais : travail normal sauf à Méru où 50 % des boutonnières font grève. Sur 5 700 ouvriers, 766 grévistes. Dans l'arrondissement de Compiègne : 11 400 ouvriers, 750 grévistes dont 300 à Thourotte et 100 dans une fabrique de La Croix-Saint-Ouen, quelques ouvriers de la batellerie ont fait grève. Dans l'arrondissement de Senlis : 11 000 ouvriers, 3 500 grévistes dont 3 200 personnes à Creil et sa région "* (69).

On reste surpris par tant de précisions, c'est trop beau pour être vrai et pourtant... comparons aux autres sources en notre possession. Indéniable, le succès de la grève générale dans le bassin creillois. Toutes les sources le reconnaissent. **Le Cri Populaire** publie le 6 décembre un communiqué du Comité de grève :

*"La grève à Creil et les environs s'est déroulée d'une façon parfaite ; 90 % des métallos ont répondu au mot d'ordre de la C.G.T., les gars du bâtiment ont répondu présent et c'est par un pourcentage à peu près égal à celui des métallos qu'ils ont épaulé le mouvement.*

*Les produits chimiques et les cheminots contraints par la force armée ont été obligés, malgré leur bonne volonté et leur rancoeur à travailler sous la menace des fusils des gardes mobiles.*

*A part quelques défections féminines, le mouvement a été unanime, d'ailleurs les responsables des syndicats..."* (70).

(70) *Le Cri Populaire de l'Oise*, du 6 décembre 1938.

Le Préfet, en janvier 1939, dans une lettre au Président du Conseil écrit :

*"pour la seule région de Creil, on a compté près de 4 000 grévistes le 30 novembre..."* (71).

On constate que les chiffres du Préfet sont supérieurs à ceux des **Nouvelles du Valois**. De plus dans le bassin creillois, la grève ne se limite pas à 24 heures. La reprise ne s'effectue, par exemple, aux Forges de Montataire que le lundi 5 décembre (72). Même phénomène à Margny-les-Compiègne, chez THOMAS-ESSERTIER, sur les 120 ouvriers, 72 suivent le mot d'ordre de grève générale et ne reprennent le travail que le cinq décembre.

Certain aussi, le succès de la grève à Méru, dans des proportions moins importantes cependant que dans le bassin creillois. C'est à Méru que le nombre de grévistes révoqués sera le plus élevé et parmi eux le Maire socialiste COQUET (73). A Thourotte, les chiffres donnés par les syndicats sont plus élevés que ceux fournis par les **Nouvelles du Valois**.

Partout ailleurs, les témoignages concordent pour reconnaître le succès relatif et même l'échec de la grève du 30 novembre. Dans **Le Cri Populaire** du 6 décembre, le secrétaire de l'Union locale de Pont-Sainte-Maxence écrit :

*"Comment la réaction ainsi que le gouvernement oppresseur de la classe ouvrière ont cru enregistrer une victoire presque totale sur l'ensemble des ouvriers de notre pays... ?*

Au début de l'année 1939, DALADIER prêche la conciliation et demande au Préfet des rapports sur le nombre de révoqués encore sans travail. Dans l'Oise, ils sont 53 le 1er février 1939 et seront encore 12 le 28 avril. Le ministère de l'intérieur demanda alors au Préfet d'intervenir auprès des industriels. DAYDE répond que les derniers sont les plus dangereux et qu'ils ne seront en aucun

cas repris. Même réponse de la part de DES-NOYERS qui estime déjà en avoir trop repris. Le Préfet écrit au ministre :

*Erreur, Messieurs, car vous savez très bien que ce que vous avez chanté devant le micro et dans vos journaux n'est qu'un mensonge grossier, car c'est sous la pression de la force que les travailleurs ont dû abandonner provisoirement les ordres de la C.G.T.. Oui, Messieurs, sous la pression de la force armée, de la police et la menace des licenciements les travailleurs ont reculé... Non et non la classe ouvrière n'a pas capitulé, elle a seulement reculé son action... Vous avez la deuxième manche... Il reste donc la belle à jouer..."*

Le secrétaire du Syndicat de Saint-Epin reconnaît aussi l'échec de la grève dans cette usine textile (74).

Dernier point enfin, le cas des instituteurs de Clermont qui semblent avoir assez largement suivi le mot d'ordre de leur syndicat si on en croit la polémique qui se développe par la suite dans la presse entre certains instituteurs et le Maire radical-socialiste BOUCHARD (75).

La répression est brutale. Dans le bassin creillois, le patronat décide de licencier 130 grévistes, l'intervention de BIONDI permettra de ramener ce chiffre à 30 puis à 10. Tous les dirigeants des syndicats des métaux sont touchés. A Méru, MELIN et DOURAIN licencient plus de 20 personnes. Chez THOMAS-ESSERTIER, un ouvrier est mis à pied 8 jours. Plus grave, des patrons profitent du mouvement pour licencier des ouvriers qui n'ont pas fait grève :

*"La grève n'a été qu'un prétexte à un débouchage massif rendu nécessaire par la situation difficile des entreprises"* (76).

A Bornel, un patron ferme son usine et renvoie son personnel le 30 novembre à midi, puis dans les jours qui suivent licencie plus de "20 ouvriers" (77).

(71) Arch. Dép. Oise, série M, grèves 1936-1938.

(72) Archives du syndicat C.G.T. d'Usinor. Ce syndicat conserve les cahiers où figurent, depuis 1936, les comptes-rendus des Assemblées Générales et du Bureau du Syndicat.

(73) Le Maire socialiste de Mouy sera lui aussi révoqué.

(74) Lettre de Monsieur Renaud ROUVILLAIN à J.Pierre

BESSE du 17 décembre 1985.

(75) Dans cette commune l'instituteur socialiste AUGÉY et le professeur communiste ELZIERE animent un comité de Front Populaire très actif.

(76) Arch. Dép. Oise, série M, grèves 1936-1938.

(77) Arch. Dép. Oise, série M, grèves 1938, liasse 13.

"Je ne crois pas qu'il consente à reprendre un seul des ouvriers licenciés notés comme des agitateurs" (78).

La syndicalisation se ressent aussi de l'échec de la grève. Lors de l'Assemblée générale du Syndicat des Forges de Montataire, le Secrétaire du Syndicat des Métaux de Creil, MESNARD, renvoyé le 30 novembre de chez DESNOYERS, se prononce contre une augmen-

tation des cõtisations :

"qui viendrait accentuer les pertes déjà subies à la suite du 30 novembre" (79).

La C.G.T. vaincue, la rupture du Front Populaire devient effective. L'année 1939 ne fera qu'accroître l'éclatement des forces du Rassemblement Populaire unies l'espace de quelques années.

**SYNDICAT DES CHEMINOTS DE CREIL & ENVIRONS**

-----

Non! Monsieur DALADIER

Les cheminots ne sont pas d'accord avec vos décrets de misère vous imposez le licenciement de 40.000 cheminots. Où les prendrez-vous quelle sécurité pouvez vous donner aux usagers en supprimant ces effectifs.

400.000 chômeurs, plus ces 40.000 gardes-barrières (ce n'est plus des lampistes); c'est cela la FRANCE au travail?

Vous augmentez le café, le sucre etc... tout ce qui est nécessaire à nos familles, en nous promettant une aumône, qui avec les augmentations que vous imposez, est bien au dessous du coût de la vie.

Quelle va être la situation de tous ces petits retraités qui ne mangent pas à leur faim; cela sont forcés de faire des économies, Monsieur RAYNEAU!

Nos 40 heures sont supprimées avec les dérogations que vous instituez.

Nous vous disons, Non! Non! vous n'êtes plus l'homme du 14 juillet 1935 qui a fait le serment du programme du Front Populaire.

Et pour vous montrez notre mécontentement et vous dire qui doit payer!

Nous invitons tous les cheminots et tous les ouvriers d'usines à assister à la :

GRANDE REUNION qui aura lieu le MERCREDI 16 NOVEMBRE

à 17 heures 45 précises, salle de l'Univers CREIL

Pour l'aboutissement de nos revendications, Unité! Unité!

Document n° 8 : La réaction aux décrets-lois  
(Arch. Muni. de Creil.)

(78) Arch. Dép. Oise, série M, grèves 1936-1938, lettre du Préfet du 30 avril 1939.

(79) Arch. C.G.T. Usinor, Assemblée Générale du 29 janvier 1939.

## Charte d'Amiens

"Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la C.G.T.

La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... ;

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en oeuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ;

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

Dans l'oeuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc ;

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'oeuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ; Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat ;

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe en dehors ;

En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale".

### Résultats du vote

|              |     |
|--------------|-----|
| Pour .....   | 830 |
| Contre ..... | 8   |
| Blanc.....   | 1   |

Extrait de "1906 Le Congrès de la Charte d'Amiens"  
Collection : Les Congrès de la C.G.T.